

RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DU PLAN ET DE LA
COOPÉRATION INTERNATIONALE

Direction Générale de la Statistique,
des Études Économiques et Sociales

Bureau Central du Recensement

TROISIÈME RECENSEMENT GÉNÉRAL DE LA POPULATION ET DE L'HABITATION DE 2003



CARACTÉRISTIQUES ÉCONOMIQUES DE LA POPULATION DE CENTRAFRIQUE

RAPPORT D'ANALYSE THÉMATIQUE

Avec l'appui financier et technique de



Bangui, 30 juin 2005

**TROISIÈME RECENSEMENT GÉNÉRAL DE LA
POPULATION ET DE L'HABITATION DE 2003**

**CARACTÉRISTIQUES
ÉCONOMIQUES DE LA
POPULATION DE CENTRAFRIQUE**

RAPPORT D'ANALYSE THÉMATIQUE

M. Thierry POULIZOUH, *Ingénieur Statisticien Économiste*
M. Arsène ZIA KOYANGBO, *Ingénieur des Travaux Statistiques*
M. David-Festus BAKASSA-GUENGANDO, *Economiste M. Charles*

PRÉFACE (*Provisoire*)

Les données sociodémographiques disponibles en Centrafrique sont soit insuffisantes soit anciennes. Les résultats du Recensement Général de la Population et de l'Habitation de 2003 (RGPH 2003), prescrit par décret 01.272 en date du 02 octobre 2001, qui nous sont livrés comblent, à la grande satisfaction du Gouvernement et de tous les acteurs de développement de notre pays, ce besoin urgent en données actualisées et diversifiées sur les caractéristiques de l'ensemble de la population centrafricaine. Cette grande opération qui a été menée dans un contexte difficile marqué par une crise sociale profonde, a été un succès indéniable. Elle est la troisième du genre depuis l'indépendance de la République centrafricaine, après celles de 1975 et 1988.

La publication des résultats définitifs du RGPH 2003, 18 mois après le dénombrement, et moins d'un mois après l'installation du nouveau gouvernement que dirige son Excellence Monsieur le Premier Ministre Elie Doté, témoigne de la volonté du Gouvernement de fonder son action sur des réalités mieux cernées statistiquement dans divers domaines de la vie sociale, économique et culturelle de la Nation. Les 17 rapports d'analyse thématique mis à notre disposition représentent une mine de connaissances inestimables. Les domaines couverts sont variés, avec une particularité, la cartographie de la pauvreté d'existence des ménages de qualité peu répandue en Afrique au sud du Sahara, qui présente des données fortement désagrégées au niveau spatial. Cette performance record n'est pas le fruit de la seule volonté politique du Gouvernement de transition de réussir cette opération malgré le contexte d'insécurité généralisée dans lequel le pays était plongé. Il est aussi le résultat de la forte mobilisation de toutes les Centrafricaines et de tous les Centrafricains qui ont reçu un appui inestimable de la part de la Communauté Internationale.

Pour l'assistance technique et financière reçue du Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) et de l'Union Européenne, je tiens à exprimer à ces partenaires, au nom de tout le Gouvernement et de mon Département ministériel, mes très vifs remerciements. Leurs contributions à la réussite de cette opération sont à la mesure de leurs engagements pour la cause du développement de notre pays. Je tiens également à remercier le Gouvernement du Japon dont la contribution dans le cadre du 4^{ème} Programme de coopération RCA/UNFPA a été d'un apport déterminant pour la cartographie du RGPH 2003. Mes remerciements s'adressent tout aussi bien et avec la même intensité au Gouvernement de la Chine, à l'Organisation des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) et au Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), qui ont apporté une contribution toute aussi efficace dans la réussite de cette opération de collaboration inter-institutionnelle. Les Forces Armées Centrafricaines (FACA) et les Forces de la CEMAC (FOMUC) trouveront ici l'expression de toute ma gratitude et des remerciements du Gouvernement pour avoir apporté leur pierre à cet édifice, à travers la sécurisation et le déploiement de toute la logistique de l'ensemble des opérations censitaires. Pour terminer, je voudrais rendre un hommage appuyé à tous les analystes et membres des commissions nationales de validation des différents rapports d'analyse thématique.

Sylvain Maliko
Ministre de l'Économie, du Plan
et de la Coopération internationale

AVANT-PROPOS

Au moment où il est de plus en plus question de réduire la pauvreté et les inégalités, il est plus qu'urgent et indispensable de disposer de données et d'informations fiables sur les caractéristiques de la population et les conditions de vie de celle-ci pour l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des politiques, programmes et projets de développement globaux et sectoriels. La République Centrafricaine vient dans ce sens de relever un important défi en bouclant, en juin 2005, les analyses thématiques de son troisième Recensement Général de la Population et de l'Habitation (RGPH), à 18 mois seulement après la réalisation du dénombrement en décembre 2003. Cette performance, réalisée à ce jour par seulement trois pays africains (Bénin, Tchad et Cap-Vert), est d'autant plus remarquable que le dénombrement a eu lieu dans un contexte d'insécurité généralisée qu'aucun des trois pays cités n'a connu. En effet, les crises militaro-politiques répétées de 1996, 1997, mai 2001, octobre 2002 et mars 2003 ont non seulement donné lieu à des destructions des biens publics et privés, des pertes en vie humaine, mais ont également plongé plusieurs préfectures du pays dans un climat d'insécurité et entraîné d'importants mouvements internes et transfrontaliers des populations. Le succès sans précédent de cette opération n'aurait pu être possible sans une forte mobilisation nationale, la participation active de nombreux centrafricains et centrafricaines, la volonté et la détermination des cadres nationaux, et en particulier ceux du Bureau Central du Recensement (BCR). C'est aussi et surtout le fruit du ferme engagement du Gouvernement et de l'appui technique et financier conséquent de multiples partenaires au développement de la RCA, dont les plus importants dans le cadre du RGPH 2003 sont, dans l'ordre, l'UNFPA, l'Union Européenne (UE), le Gouvernement du Japon, l'Organisation des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF), le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), le Gouvernement de Chine.

Le processus du troisième RGPH s'est traduit par la mise en œuvre de quatre projets qui ont coûté au Trésor public centrafricain et aux partenaires au développement de la RCA environ 4.966.401 de dollars US. Malgré son coût élevé, cette opération de collecte reste et s'avère d'un coût-efficacité remarquable compte tenu de la richesse des données, informations et connaissances qu'elle a générées et des multiples usages que l'on peut en faire pour le développement. Au total, dix sept (17) thèmes ont pu être analysés au terme de la première phase d'analyse des données du RGPH 2003. Outre les thèmes classiques tels que le volume et la répartition spatiale de la population, la fécondité et les migrations, certaines des analyses thématiques permettent par exemple de mettre en évidence les inégalités parfois criantes entre les hommes et les femmes et de faire ressortir la pauvreté d'existence du ménage centrafricain, aux niveaux à la fois macro- et méso- et micro-économique de la réalité. Ce que jamais une enquête, si représentative ou d'envergure nationale soit-elle, ne permet de réaliser. En plus de la mise en place sous peu d'une base de données multisectorielles autrement capitale pour le suivi et l'évaluation des OMD et des résultats du Plan Cadre des Nations Unies pour l'Assistance au Développement en RCA (UNDAF), un volume séparé consacré aux projections et perspectives démographiques de la RCA à l'horizon 2015¹ est en cours de préparation, de même que des analyses approfondies sur des thèmes d'intérêt programmatique pour le gouvernement et ses partenaires au développement qui sont envisagées.

Le présent rapport fait partie de la série des dix-sept rapports d'analyse thématique issue des premières analyses des données du RGPH 2003 et dont la publication s'inscrit dans le cadre des efforts du gouvernement visant à réaliser le diagnostic de la situation de la pauvreté de la population en vue de finaliser l'élaboration du Document de Stratégies de Réduction de la Pauvreté (DSRP) dans le but, à juste titre, de bénéficier des ressources de l'initiative des Pays Pauvres Très Endettés (PPTTE).

Le partenariat dynamique entretenu avec l'Union Européenne qui a assuré, à hauteur de 1,5 millions d'euros, en partie le financement des opérations de dénombrement et d'analyse des données du RGPH 2003, l'Institut de Formation et de Recherche Démographique (IFORD) de Yaoundé, l'Institut National de Statistiques et d'Analyse Économique (INSAE) du Bénin, le Bureau Central du Recensement du Gabon et, enfin mais non moins important, l'Équipe d'Appui Technique de l'UNFPA à Dakar qui ont assuré, à divers degrés, l'encadrement technique des cadres nationaux constitue une belle expérience de coopération sud-sud, de collaboration et de coordination entre bailleurs de fonds, qui a permis d'améliorer, comme jamais auparavant, la connaissance des conditions de vie des Centrafricains et des Centrafricaines.

¹ La nécessité de prendre en compte l'impact de la pandémie du VIH/SIDA est ce qui nous fait prendre du recul pour mieux étudier le contexte et affiner les hypothèses de travail pour mieux asseoir les projections et perspectives à établir.

Au nom de l'UNFPA, je saisis cette occasion pour remercier tous les partenaires au développement qui ont contribué de près ou de loin à la réussite du Troisième Recensement Général de la Population et de l'Habitation de la RCA ». Je voudrais citer en particulier l'Union Européenne, le Gouvernement du Japon, l'UNICEF, le PNUD, le Gouvernement de Chine, ainsi que tous les experts internationaux impliqués tout au long du processus, et surtout tous les cadres nationaux dont les compétences acquises, à travers cet exercice réussi, seront sans doute utilisées ailleurs dans le cadre de la coopération sur-sud. Je m'emploierai à le favoriser pendant mon mandat en RCA et au-delà.

Enfin, qu'il me soit permis de réaffirmer la volonté et la détermination de l'UNFPA à continuer à appuyer le Gouvernement centrafricain et à encourager tous les partenaires au développement de la RCA, les organisations de la société civile, les ONG et les partenaires du secteur privé, les organisations à assise communautaire, les chercheurs, les planificateurs, etc. à faire plein usage de cette mine quasi-inépuisable de données et d'informations que nous offre le RGPH 2003 pour la promotion du développement économique et social durable en RCA.

New York, le 30 juin 2005

Basile O. TAMBASHE, Ph.D
Représentant de l'UNFPA en Centrafrique

NOTE TECHNIQUE SUR LE RECENSEMENT
(À insérer)

RÉSUMÉ

L'analyse des caractéristiques économiques de la population en République centrafricaine à partir des données Recensement Général de la Population et de l'Habitation de décembre 2003 vise à mesurer la participation à l'activité économique au niveau national, régional, préfectoral, par sexe et par milieu résidence. Cet objectif a pour finalité de disposer des indicateurs à des niveaux suffisamment désagrégés afin d'ouvrir des pistes pour les études spécifiques.

Ainsi, il ressort des résultats obtenus que de 1988 à 2003, le taux d'activité des actifs âgés d'au moins 15 ans a évolué à la baisse, passant de 78% à 66%. Cet indicateur, désagrégé selon le milieu de résidence, traduit également une baisse enregistrée tant dans les villes (de 65% à 53%) que dans les campagnes (de 85% à 75%). De plus, le chômage qui a enregistré une hausse entre les deux dates (6,8 % en 1988 contre 7,6 % en 2003), reste un phénomène urbain et affecte plus les hommes (9,6%) que les femmes (5%). Il en découle que la participation de la population à l'activité est plus faible en 2003 qu'en 1988, traduisant, d'une part les contre-performances de l'économie centrafricaine et, d'autre part, l'atrophie du marché de l'emploi conséquemment à l'environnement économique défavorable du pays.

L'examen des groupes de professions, qui confirme la tendance précédemment dégagée, montre que 74,2% des actifs occupés s'adonnent aux activités liées à l'agriculture, l'élevage, la chasse et la pêche. Il convient de noter que le poids des agriculteurs a baissé depuis 1988 de même que celui des ouvriers et artisans. Ceci pourrait engendrer à moyen ou long terme des contre-performances économiques, dans la mesure où l'économie centrafricaine reste essentiellement basée sur l'agriculture intensive en main-d'œuvre.

En outre, le niveau d'instruction des actifs est très faible dans l'ensemble et rares sont ceux qui ont bénéficié d'une formation. Ce phénomène entraîne le problème de la qualité de la main-d'œuvre en Centrafrique, ce en relation avec la productivité de l'économie, quand on sait que les capacités personnelles à accroître la production ne s'acquièrent que par le développement du capital humain.

Malgré les textes juridiques en vigueur, le phénomène du travail des enfants persiste et touche environ 12 % de ceux qui sont âgés de 6 à 14 ans et 16,4% de ceux de la tranche 06-17 ans. Cela traduit encore la difficulté de la scolarisation des enfants et constitue à long terme un facteur limitant pour la formation d'une main-d'œuvre qualifiée en République Centrafricaine.

Les indicateurs présentés dans ce rapport mettent en évidence la quasi inexistence des atouts de la population centrafricaine à faire face aux impératifs d'une économie qui reste à moderniser. Cette situation interpelle les pouvoirs publics à redéfinir des politiques de développement axées sur le relèvement du niveau du capital humain à travers les dispositifs de formation adéquats et le développement des infrastructures de base, afin de mettre en valeur les ressources dont dispose le pays. De ce point de vue, l'implication des différents partenaires au développement et des ONGs, consistant à soutenir les plans d'action du gouvernement sera un atout considérable dans l'opérationnalisation des actions entreprises en faveur de l'économie centrafricaine.

SOMMAIRE

Résumé	Erreur ! Signet non défini.
Liste des tableaux	Erreur ! Signet non défini.
Liste des graphiques.....	Erreur ! Signet non défini.
Liste des sigles et abréviations.....	Erreur ! Signet non défini.
INTRODUCTION.....	1
Chapitre I : Généralités.....	3
1.1 Objectifs	3
1.2 Intérêts du thème.....	4
1.3 Contexte national et international	5
1.4 Méthodologie de collecte et d'analyse des données	5
1.5 Evaluation de la qualité des données	7
Chapitre II : La population active.....	9
2.1 Volume et structure de la population active	9
2.3 Répartition spatiale de la population active	10
2.3 Participation à l'activité économique	12
2.4 Mesure des taux de dépendance	16
2.5 Comparaisons intercensitaires des indicateurs des actifs.....	17
Chapitre III :Population active occupée	19
3.1 Volume et structure de la population active occupée.....	19
3.2 Caractéristiques économiques des actifs occupés	21
3.3 Occupation des enfants non-scolarisés et déscolarisés	28
3.4 Quelques caractéristiques démographiques de la population active occupée	29
Chapitre IV La population au chômage	32
4.1 Composantes de la population au chômage	32
4.2 Les différents niveaux du chômage.....	32
4.3 Caractéristiques économiques des chômeurs ayant déjà travaillé.....	34
4.4 Quelques caractéristiques démographiques des actifs au chômage	36
Chapitre V : Population inactive	39
5.1 Volume et structure de la population inactive.....	39
5.2 Répartition spatiale de la population inactive	39
5.3 Caractéristiques démographiques de la population inactive	40
Chapitre VI : Implications sociales des résultats et recommandations	44
6.1 Principaux résultats et implications.....	44
6.2 Recommandations	45
CONCLUSION	45
Cartes thématiques	47
Références bibliographiques	50

LISTE DES TABLEAUX

Tableau Eco 1: Répartition (%) de la population active résidente de 6 ans et plus des ménages ordinaires selon la catégorie par sexe et par milieu de résidence	9
Tableau Eco 2: Répartition (%) spatiale de la population active résidente de 6 ans et plus des ménages ordinaires.....	11
Tableau Eco 3: Taux bruts et taux spécifiques selon le milieu de résidence et par sexe	12
Tableau Eco 4: Taux bruts et taux spécifiques par régions, par préfectures et par sexe.....	13
Tableau Eco 5: Taux bruts d'activité par sexe selon le niveau d'instruction.....	15
Tableau Eco 6: Taux d'activité selon la situation matrimoniale par milieu de résidence.....	16
Tableau Eco 7: Evolution de la population active résidente de 15 ans et plus des ménages ordinaires depuis le RGPH 1975	17
Tableau Eco 8: Evolution des taux d'activité par milieu de résidence selon le sexe depuis 1988	18
Tableau Eco 9: Structure par sexe et par âge de la population active résidente occupée de 6 ans et plus des ménages ordinaires	19
Tableau Eco 10: Répartition spatiale de la population résidente occupée de 6 ans et plus des ménages ordinaires.....	20
Tableau Eco 11: Répartitions des actifs occupés par sexe et par professions.....	21
Tableau Eco 12: Répartition des actifs occupés par professions et par milieu de résidence	22
Tableau Eco 13: Répartition des actifs occupés par régions et par groupe de professions	23
Tableau Eco 14: Evolution des professions autre que militaires depuis de 1988 à 2003	24
Tableau Eco 15: Répartition des actifs occupés selon le milieu de résidence et par branche d'activité.....	25
Tableau Eco 16: Répartition des actifs occupés par branche d'activité selon les régions	26
Tableau Eco 17: Répartition de la population active occupée par milieu de résidence, par sexe et la situation dans la profession.....	27
Tableau Eco 18: Actifs occupés des deux sexes selon la branche d'activité économique, par situation dans la profession	28
Tableau Eco 19: Situation d'activité des enfants de 6 à 14 ans par sexe et le milieu de résidence	29
Tableau Eco 20: Répartition des enfants de 6 à 14 ans déclarés occupés selon la branche d'activité...	29
Tableau Eco 21: Répartition des actifs occupés selon le milieu de résidence, par sexe et par niveau d'instruction	30
Tableau Eco 22: Répartition des actifs occupés selon le diplôme obtenu et par sexe	30
Tableau Eco 23: Répartition de la population active occupée de 12 ans et plus des ménages ordinaires selon la situation matrimoniale.....	31
Tableau Eco 24: Répartition de la population au chômage selon le milieu de résidence et le type de chômage	32
Tableau Eco 25: Taux de chômage par milieu de résidence et par sexe	33
Tableau Eco 26: Taux de chômage par sexe selon l'âge	33
Tableau Eco 27: Taux de chômage par région et par sexe	34
Tableau Eco 28: Répartition des chômeurs ayant déjà travaillé par profession selon le sexe	35
Tableau Eco 29: Répartition des chômeurs ayant déjà travaillé par branche d'activité selon le sexe ...	36
Tableau Eco 30: Niveau d'instruction des actifs au chômage.....	37
Tableau Eco 31: Répartition des actifs au chômage selon le diplôme obtenu	37
Tableau Eco 32: Répartition de la population au chômage de 15 ans et plus selon la situation matrimoniale	38
Tableau Eco 33: Population inactive de 6 ans et plus selon le milieu de résidence par sexe et par situation d'activité.....	39
Tableau Eco 34: Répartition par préfecture de la population inactive	40
Tableau Eco 35: Répartition des étudiants et élèves par sexe et âge	41
Tableau Eco 36: Répartition des étudiants et élèves de 12 ans et plus par sexe et situation matrimoniale	41
Tableau Eco 37: Structure des femmes au foyer par milieu de résidence et par âge	42
Tableau Eco 38: Structure des femmes au foyer selon le niveau d'instruction et par milieu de résidence	42
Tableau Eco 39: Répartition des retraités selon le milieu de résidence et le statut matrimonial	43

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique ECo 1: Evolution de la structure par âge de la population entre 1988 et 2003	8
Graphique Eco 2: Pyramide des ages de la population active centrafricaine	10
Graphique Eco 3: Taux bruts d'activité par sexe et par age	14
Graphique Eco 4: Taux de dépendance selon le milieu de résidence	16
Graphique Eco 5: Structure des retraités par âge	43

LISTE DES CARTES THÉMATIQUES

LISTE DES ABBRÉVIATIONS

BAC :	Baccalauréat
BC :	Brevet du Collège
BCR :	Bureau Central du Recensement
BEPC :	Brevet d'Etudes du Premier Cycle
BIT :	Bureau International du Travail
CAP :	Certificat d'Aptitude Professionnelle
CDT :	Chômeur Ayant déjà Travaillé
CEPE :	Certificat d'Etudes Primaires et Élémentaires
CIPD :	Conférence Internationale sur la Population et le Développement
CJT :	Chômeur n' Ayant Jamais Travaillé
CSLP :	Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté
DSRP:	Document Stratégique de Lutte pour la Réduction de la Pauvreté
EP :	Enquête Prioritaire
IDH :	Indicateur de Développement Humain
IPH :	Indicateur de pauvreté Humaine
ND :	Non Déterminé
OMD:	Objectifs du Millénaire pour le Développement
ONGs :	Organisations Non Gouvernementales
PME :	Petites et Moyennes Entreprises
PNUD:	Programme des Nations Unies pour le Développement
RCA :	République Centrafricaine
RGP88	Recensement Général de la Population et de l'Habitation de 1988
RGPH 1975 :	Recensement Général de la Population et de l'Habitation de 1975
RGPH03 ou RGPH2003:	Recensement Général de la Population et de l'Habitation de 2003
UNFPA:	Fonds des Nations Unies pour la Population
UNICEF:	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance

INTRODUCTION

La problématique démographique mondiale se pose aujourd'hui en termes radicalement nouveaux. Jusqu'à ces dernières années, le problème majeur était de savoir si les ressources de la planète permettraient ou non de faire face à l'augmentation prévisible de la population mondiale. Mais on prend conscience à présent que la chute à peu près générale de la fécondité et les effets inéluctables de la croissance économique passée ont profondément modifié les enjeux. Jadis quantitatifs, les problèmes se révèlent aujourd'hui d'ordre éthique. Car la question est désormais de savoir si et comment nous entendons accueillir les quelques 14,5 milliards d'êtres humains qui peupleront sans doute la terre en l'an 2050².

La Conférence Internationale sur la Population et le Développement (CIPD) qui s'est tenue en 1994 au Caire sert de révélateur à quelques-unes de ces nouvelles tendances. Elle revêt également une signification dépassant son contenu thématique, et qui tient au contexte des relations internationales de cette dernière décennie. Les années quatre vingt dix auront en effet donné lieu à d'intenses négociations : le Sommet sur l'enfance (New York, 1990), le Sommet de la terre (Rio, 1992), la Conférence sur les droits de l'homme (Vienne, 1993), le Sommet Social (Copenhague, 1994), la Conférence sur la femme (Pékin, 1995), la Conférence sur l'habitat (Istanbul, 1996) et le Sommet mondial de l'alimentation (Rome, 1990).

Les recommandations issues de toutes ces conférences interpellent chaque pays à intégrer dans son programme de développement le problème de population. Ainsi, l'analyse des caractéristiques économiques de la population est l'un des éléments essentiels pour aider un pays à mieux s'organiser pour amorcer son développement durable. La réduction de la pauvreté qui est le cheval de bataille de tout pays en développement, suite au sommet des chefs d'État à Libreville en 1995, concerne plus précisément la population humaine. Chaque nation se pose la question de savoir comment, avec des ressources rares et des besoins illimités, elle doit s'organiser pour mieux assurer le bien-être de la population de manière optimale.

L'activité économique étant au centre des problèmes du développement, chaque nation a intérêt à disposer des informations plus détaillées sur elle en vue d'assurer une programmation efficace de son développement et son meilleur suivi dans le temps. La connaissance des caractéristiques de la population devient alors une priorité. Ainsi, le Recensement Général de la Population et de l'Habitation de 2003 (RGPH03) vient, à point nommé, apporter des éclaircissements et donner une vue globale sur la population. Il permettra aux décideurs et aux autres partenaires au développement de disposer suffisamment d'informations sur les caractéristiques de la population En République centrafricaine en général et de ses caractéristiques économiques en particulier.

L'objectif principal de ce rapport est de décrire les caractéristiques économiques de la population en République centrafricaine à l'aide des données du RGPH03. Pour permettre une bonne interprétation des résultats de cette opération et faciliter ainsi leur compréhension, le rapport commence par la présentation du contexte de l'organisation de celle-ci et des conditions de son déroulement (chapitre I). Vient ensuite la description de la population active selon

² Malcolm Gillis et al, (2001) : « Economie du développement », Traduction de la 4^{ème} édition américaine par Bruno Baron-Renault, ed. Nouveaux Horizons. D'autres ouvrages font par ailleurs une prévision de 10 milliards pour la même année

quelques variables de différenciation socio-spatiale. Cette étape de l'analyse s'effectue d'abord de manière globale (chapitre II) puis en distinguant au sein de cette catégorie, d'une part, la population occupée (chapitre III) et, d'autre part, celle qui est à la recherche d'un premier emploi (chapitre IV). L'analyse de la situation d'activité est enfin complétée par la description de la population inactive (chapitre V) et s'achève par l'examen des implications sociales de cette situation ainsi que par la formulation des recommandations conséquentes.

Chapitre I : Généralités

1.1 Objectifs

1.1.1 Position du thème par rapport aux objectifs du recensement

Le recensement de la population est un processus complet de collecte, de compilation, d'évaluation, d'analyse et de publication ou de diffusion de données démographiques, économiques et sociales qui se rapportent, à un moment donné, à toutes personnes résidentes dans un pays ou une partie bien définie d'un pays. Il vise, à partir des caractéristiques économiques de la population, à fournir des informations sur la population active relatives à :

- L'amélioration de la connaissance des principales caractéristiques de la population du pays pour mieux comprendre les interrelations entre population et développement ;
- La mise à disposition des informations pour une meilleure intégration des variables démographiques et le suivi dans les plans et programmes de développement. Ces programmes peuvent être globaux, comme celui défini dans le Document Stratégique de Lutte pour la Réduction de la Pauvreté (DSRP), ou sectoriels voire multi-sectoriels ou bilatéraux ;
- L'établissement des indicateurs de suivi et d'évaluation des résolutions et grandes conférences internationales et régionales telles que le CIPD , les OMD etc. pour la prise en compte des dimensions économiques de la population dans le processus de développement ;
- La mise en place d'un système intégré et géo-référencé d'informations socio-démographiques à des fins de planification et gestion des programmes de développement. Ceci en tenant compte de certaines exigences contenues dans le rapport du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP) intérimaire en matière de pourcentage de la population active dans la population totale, la population active féminine et le pourcentage des enfants de moins de 15 ans relativement aux enfants ayant un âge compris entre 6 et 15 ans.

Ainsi, l'analyse des caractéristiques économiques de la population centrafricaine s'inscrit dans une perspective visant à atteindre ces objectifs.

1.1.2 Objectifs assignés à l'analyse

- Objectif global : Déterminer les caractéristiques économiques de la population centrafricaine.
- Objectifs spécifiques :
 - ✓ Mesurer l'activité dans toutes ses dimensions (structure par âge et par sexe de la population active, travail des femmes et des enfants) ;
 - ✓ Mesurer l'activité au niveau spatial ;
 - ✓ Mesurer le niveau de chômage ;
 - ✓ Mesurer l'inactivité dans toutes ses dimensions et au niveau spatial ;
 - ✓ Mesurer la catégorie socioprofessionnelle selon le niveau spatial.

La finalité de ces objectifs est de disposer de données et indicateurs à des niveaux géographiques suffisamment désagregés pour permettre la mise en œuvre des politiques de décentralisation, d'emploi et de la lutte contre la pauvreté par rapport aux spécificités régionales. De façon précise, il s'agira de :

1. répondre aux besoins spécifiques des plans dans le cadre de suivi et évaluation des programmes globaux de développement issus du Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté (DSRP), des programmes sectoriels de développement, des ONGs, du secteur privé et des programmes d'assistance des partenaires au développement relative à la population active,
2. disposer des données, des indicateurs et des informations nécessaires pour la gestion des programmes régionaux et locaux de développement,
3. disposer des données économiques pour les besoins des systèmes d'informations de suivi et évaluation des différents programmes en matière de population et développement.

1.2 Intérêts du thème

1.2.1 Aide à la décision

L'intérêt de l'analyse des résultats du recensement relatifs aux caractéristiques économiques de la population centrafricaine est d'aider :

- ✓ les décideurs politiques à évaluer leur programme par rapport aux objectifs fixés dans le DSRP en matière d'emploi et aussi de mettre en place une politique de l'emploi ;
- ✓ les partenaires au développement à l'évaluation de leurs programmes et projets ;
- ✓ les acteurs économiques dans la prise de décision en matière d'investissement relativement au marché de l'emploi ;
- ✓ les décideurs politiques à mener des actions concrètes en matière de chômage ;
- ✓ les décideurs politiques à prendre des mesures adéquates en faveur de la participation des femmes au marché du travail ;
- ✓ les décideurs politiques ou les partenaires au développement tel que l'UNICEF à conjuguer leurs efforts pour résorber le problème de travail des enfants;
- ✓ les acteurs au développement à prendre des décisions nécessaires relatives au poids du secteur public/privé et aussi ;
- ✓ tous les acteurs au développement à connaître le marché de l'emploi en Centrafrique.

1.2.2 Gestion des ressources humaines

La population active non occupée constitue pour un pays une source de tension permanente si aucune action n'est entreprise pour occuper cette force de travail. C'est pourquoi les décideurs ou les partenaires extérieurs doivent se doter des outils nécessaires pour mieux mesurer l'offre de travail (demande potentielle d'emploi) et aussi évaluer les besoins présents et à venir en matière d'emploi.

Ainsi, l'intérêt de ce thème est d'interpeller et de doter les décideurs ou les partenaires extérieurs des instruments nécessaires pour la prise de décision en matière d'activités économiques de la population centrafricaine.

1.3 Contexte national et international

Dans les années 80, le contexte économique africain a été marqué par l'échec des premières stratégies de développement. Nombre de pays africains s'étaient prononcés dès l'indépendance pour une économie extravertie basée sur l'exportation des produits agricoles. Malheureusement, cette politique s'est très vite essoufflée sans avoir atteint ses objectifs. En effet, avec un environnement économique de plus en plus incertain et marqué par la détérioration des termes de l'échange, le chômage et les tensions inflationnistes dans le monde suscitées par les crises pétrolières successives de 1973 et 1979, la plupart des Etats se sont très vite aperçus de la limite de l'économie extravertie. Du coup, les efforts d'investissement se sont affaiblis, les pays africains commençaient à enregistrer des déséquilibres macroéconomiques importants.

Pour sortir de cette impasse, la Centrafrique avait adopté une série de programmes d'ajustement visant à rétablir les équilibres macroéconomiques, avec l'assistance du Fond Monétaire International et de la Banque Mondiale. Force est de constater que ces mesures n'ont pas eu que des effets positifs. Elles ont entraîné des conséquences néfastes notamment en matière d'emploi : le secteur public moderne doit réduire ses effectifs afin d'alléger les charges publiques.

Sur le plan interne, la République Centrafricaine est plongée depuis plus d'une décennie dans un cercle vicieux de troubles politico-militaires. La conséquence de ces crises est la dégradation des conditions de vie de sa population suivie de la destruction de certaines unités de production entraînant ainsi la perte d'emploi. Pays en situation post conflit, la République centrafricaine se place parmi les pays les plus pauvres au monde. En effet, classée de 168^e sur 175 pays dans le monde par rapport à l'indicateur de développement humain (IDH) et 85^e sur 94 pays en développement par rapport à l'Indicateur de pauvreté Humaine (IPH)³, ce pays connaît une pauvreté monétaire et humaine sans précédent avec respectivement 66,6% et 84% de sa population vivant respectivement sous les seuils de 1 et 2 \$ par jour.

1.4 Méthodologie de collecte et d'analyse des données

Cette partie aborde les différentes étapes qui ont concouru à l'obtention des données statistiques issues du RGPH03 qui vont servir à l'analyse des caractéristiques économiques de la population centrafricaine.

1.4.1 Concepts et définitions

Pour la compréhension du thème à analyser, les concepts suivants méritent d'être définis :

- **Activité économique** désigne l'activité ou le travail exercés par un individu dans le but de produire ou de contribuer à la production de biens et services économiques. L'individu perçoit en contrepartie une rémunération en nature ou en monnaie. Cette

³ Rapport mondial sur le développement humain 2001

définition est la même que celle retenue pour le RGP1988.

- **Branche d'activité** désigne le type d'activité de l'établissement dans lequel l'individu a exercé pendant la période de référence pour la personne occupée, ou a exercé antérieurement pour le chômeur ayant déjà travaillé.
- **Population active** est constituée par l'ensemble des personnes des deux sexes qui fournissent la main d'œuvre disponible pour la production des biens et services. Elle comprend aussi bien des personnes travaillant effectivement (les occupés) que celles qui sont à la recherche d'un emploi (les chômeurs).
- **Population en âge de travailler** correspond à la population âgée de 15 ans et plus ou population d'âge actif. Pour les besoins de l'étude, nous avons ramené l'âge de début d'activité à 6 ans.
- **Population occupée** est la population de 6 ans et plus ayant exercé effectivement une activité durant les sept jours précédant l'interview.
- **Population inactive** est constituée des étudiants ou élèves, femmes au foyer, retraités, rentiers et autres.
- **Population en chômage** est la population constituée de personnes de 15 ans et plus qui ne sont pas occupées mais ayant déjà travaillé ou à la recherche éventuelle d'un premier emploi rémunéré.
- **Profession actuelle ou passée** désigne le genre de travail effectué durant la période de référence par une personne occupée ou un chômeur ayant déjà travaillé.
- **Situation d'activité** désigne la situation de tout individu en âge de travailler au regard de l'exercice d'une activité économique au moment du dénombrement.
- **Rapport de féminité** s'obtient en rapportant l'effectif des hommes à celui des femmes.
- **Statut dans la profession** désigne la situation d'un individu par rapport à son emploi actuel s'il est occupé ou par rapport à son emploi antérieur s'il est chômeur ayant déjà travaillé.
- **Taux brut d'activité** est le rapport de l'effectif de la population active de 6 ans et plus à celui de la population totale de 6 ans et plus.
- **Taux spécifiques d'activité** est le rapport de l'effectif de la population active de 15 ans et plus à celui de la population totale de 15 ans et plus.
- **Taux de chômage** est le rapport, à une date donnée, de la population active au chômage de 15 ans et plus sur l'ensemble de la population active de cet âge.
- **Taux de dépendance** est la différence entre la population totale et la population active rapportée à cette dernière sous-population.

1.4.2 Variables d'étude

Les variables retenues lors du Recensement Général de la Population et de l'Habitation de 2003 sont :

- ✓ La situation d'activité;

- ✓ La profession actuelle ou passée relative aux activités exercées au cours des sept (7) jours précédant l'interview ;
- ✓ Le statut dans la profession ;
- ✓ La branche d'activité économique,

Ces variables permettent de construire un certain nombre d'indicateurs rendant compte des caractéristiques économiques de la population. Ces indicateurs sont :

- taux brut d'activité ;
- taux spécifique d'activité ;
- pourcentage des actifs occupés ;
- taux de chômage des sept derniers jours ;
- pourcentage des femmes au foyer, des retraités et des rentiers ;
- pourcentage de la population inactive ;
- taux de dépendance.

1.4.3 Les niveaux d'analyse

L'analyse porte sur la population résidente des ménages ordinaires. Les niveaux géographiques retenus pour l'analyse sont :

- ✓ National ;
- ✓ Régional car le travail couvre les sept régions administratives ;
- ✓ Préfectoral car le travail couvre les seize préfectures et la ville de Bangui.

Les résultats du RGPH03 seront analysés en tenant compte du sexe et du milieu de résidence (Urbain/Rural) de la population concernée.

1.5 Evaluation de la qualité des données

1.5.1 Etat des lieux des données existantes

L'analyse des caractéristiques économiques a nécessité un recours aux sources antérieures :

- ✓ RGPH 1975, 1988
- ✓ Enquête Prioritaire 1992, 1993 (EP92/93)
- ✓ Enquête auprès des ménages 1995

1.5.2 Qualité des données et limites de l'analyse

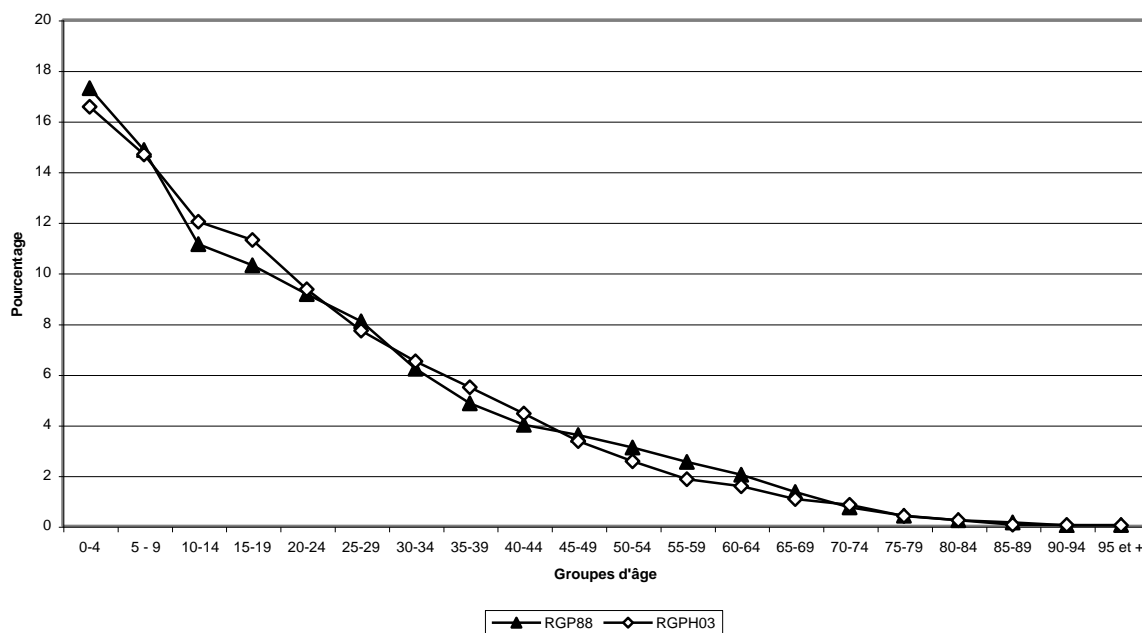
Concernant la fiabilité des données, il faut noter que la méthode de collecte des informations sur les variables économiques est celle de l'interview directe. Ces variables constituent une série de questions à poser aux personnes âgées de 6 ans et plus, au cours du recensement (cf manuel de l'agent recenseur). Comme dans toutes les opérations de ce type,

on compte sur la bonne foi des interviewés. Il importe de souligner qu'il n'est pas toujours aisé d'obtenir les réponses souhaitées aux questions posées.

Ainsi le rapport du dépouillement de la fiche d'évaluation permet de constater que les questions sur les activités économiques, notamment la branche d'activité et la profession actuelle ou passée font partie des variables qui ont posé le plus de problèmes aux agents recenseurs. Les questions sur l'occupation, les branches d'activité, etc. telles qu'elles ressortent de la codification, ont posé par la suite les problèmes de nomenclature et de correspondance pour certaines activités mal enregistrées ou difficiles à classer. C'est pourquoi certaines variables telles que la situation professionnelle comportent des limites.

L'évaluation de la qualité des données consiste également à apprécier la comparabilité des données issues des deux derniers recensements. D'après le graphique Eco1, on constate que la structure par âge de la population n'a pas varié entre 1988 et 2003. De ce fait, il est possible de comparer les indicateurs économiques des deux opérations.

Graphique ECo 1: Evolution de la structure par âge de la population entre 1988 et 2003



Chapitre II : La population active

2.1 Volume et structure de la population active

2.1.1 Composition de la population active

La population active se décompose, d'après la définition retenue, en deux sous-populations : population occupée ou population active qui exerce effectivement une activité économique et la population active au chômage, c'est-à-dire celle qui n'exerce pas d'activité économique.

Les résultats du RGPH03 montrent que l'essentiel de la population active est constitué des personnes occupées quel que soit le milieu de résidence. Ainsi, cette catégorie fait 89,9% de l'ensemble des actifs, 93,2% des actifs ruraux et 82% des actifs urbains. L'écart entre la zone rurale et la zone urbaine peut s'expliquer en grande partie par le fait que dans les campagnes, les actifs occupés sont en majorité des travailleurs agricoles qui pratiquent l'agriculture de subsistance et ne connaissent pas de ce fait, le chômage en tant que tel. Le chômage en Centrafrique serait un phénomène essentiellement urbain.

On note aussi une légère différence à l'intérieur des deux sexes, la proportion des actifs occupés étant plus élevée chez les femmes que chez les hommes ; alors que chez les chômeurs, on observe la situation inverse. Par ailleurs, les rapports de féminité font apparaître une supériorité numérique des hommes dans toutes les catégories des actifs.

Tableau Eco 1: Répartition (%) de la population active résidente de 6 ans et plus des ménages ordinaires selon la catégorie par sexe et par milieu de résidence

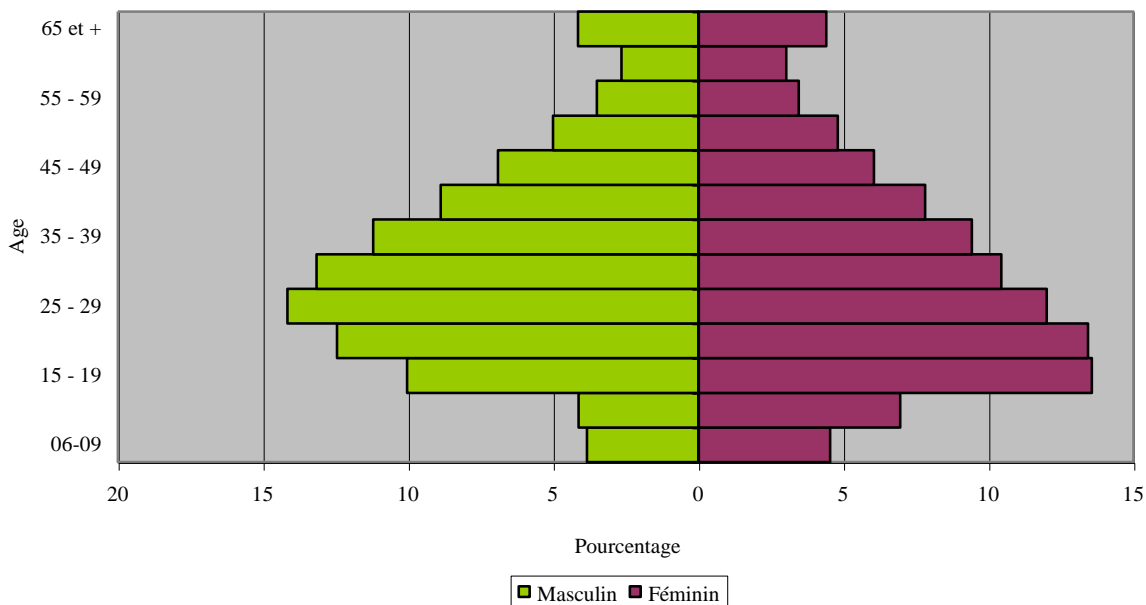
Milieu de résidence	Catégorie de la population active	Sexe			Rapport de féminité
		Masculin	Féminin	Ensemble	
Urbain	Occupés	80,1	84,7	82,0	72,8
	CDT*	3,9	1,4	2,9	24,8
	CJT**	16,0	13,9	15,2	59,9
	Total	100,0	100,0	100,0	68,8
Rural	Occupés	92,1	94,5	93,2	94,3
	CDT*	1,8	0,8	1,3	40,6
	CJT**	6,1	4,7	5,5	71,1
	Total	100,0	100,0	100,0	91,9
Ensemble	Occupés	88,2	91,9	89,9	87,9
	CDT*	2,5	1,0	1,8	32,6
	CJT**	9,4	7,2	8,4	64,8
	Total	100,0	100,0	100,0	84,4

* CDT : chômeur ayant déjà travaillé ; **CJT : Chômeur n'ayant jamais travaillé

2.2.1 Volume global et structure par sexe et age

La population active âgée d'au moins six ans s'élève à 1 615 329 (données ajustées) personnes dont 876 852 (soit 54,2%) de sexe masculin et 738 477 de sexe féminin. La structure par age et par sexe de la population active centrafricaine met en exergue son caractère jeune, qui se traduit par la diminution des effectifs des deux sexes avec l'augmentation de l'âge. En outre, l'examen du graphique laisse apparaître l'entrée en activité plus précoce des filles que des garçons, la proportion des filles étant plus élevée que celle des garçons entre 06 et 24 ans. Ceci pourrait s'expliquer par la mentalité africaine qui a tendance à privilégier l'éducation des garçons au détriment de celle des filles. A partir de 25 ans la tendance s'inverse car les hommes sont appelés, à cet âge, à faire face à une certaine responsabilité; ce qui les oblige à rentrer dans la vie active.

Graphique Eco 2: Pyramide des ages de la population active centrafricaine



2.3 Répartition spatiale de la population active

Les actifs se répartissent sur le territoire national comme la population âgée de 6 ans et plus. Les préfectures qui comportent des parts relativement importantes de la population active sont : l'Ouham Pendé (11,7%), l'Ouham (11,1%) et la ville de Bangui (11,5%).

Les préfectures de l'Ombella Mpoko, de la Lobaye et de la Mambere Kadei ont chacune entre six et sept actifs sur cent tandis que la Basse- Kotto et la Ouaka en ont respectivement neuf actifs et huit sur cent. En dehors de ces localités, les autres ont un faible poids relatif. Les préfectures les moins peuplées du pays se distinguent par leur faible poids en termes d'effectifs de la population active. Il s'agit des préfectures de la Vakaga, du Haut-Mbomou et de la Bamingui Bangoran.

Si l'on agrège les données de ce tableau au niveau régional, on peut constater une nette supériorité de la région 3 (formée de l'Ouham et l'Ouham Pende) qui regorge environ 23% de la population active de l'ensemble du territoire national. Elle est suivie par les régions n° 2, 4, 6 et 1 qui sont coude à coude, avec respectivement 16%, 15%, 14,6% et 14%. La ville de Bangui enregistre quant à elle 11,5% tandis que la région 5 vient en dernière position avec 5%. On signale pour cela que cette prédominance de la région 3 en population active pourrait prédisposer à une planification des activités économiques si des mesures adéquates sont mises en place pour absorber cette main-d'œuvre de manière optimale.

Tableau Eco 2: Répartition (%) spatiale de la population active résidente de 6 ans et plus des ménages ordinaires

Préfectures	Milieu urbain			Milieu rural			Ensemble		
	Ensemble	H*	F**	Ensemble	H*	F**	Ensemble	H*	F**
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Ombella Mpoko	7,9	9,1	6,3	7,5	8,4	6,6	7,7	8,6	6,5
Lobaye	3,4	3,3	3,5	8,4	8,6	8,2	6,7	6,7	6,7
Mambéré Kadéi	7,8	8,2	7,3	7,0	8,2	5,7	7,3	8,2	6,2
Nana Mambéré	3,0	3,1	2,9	7,2	7,4	7,1	5,8	5,8	5,7
Sangha Mbaéré	2,3	2,4	2,2	3,5	3,7	3,2	3,1	3,2	2,9
Ouham Péné	3,4	3,3	3,6	16,1	15,4	16,9	11,7	11,0	12,7
Ouham	5,9	5,2	6,7	13,9	13,3	14,5	11,1	10,3	12,0
Kémo	2,4	2,4	2,3	3,8	3,7	3,9	3,3	3,2	3,4
Nana Gribizi	1,6	1,5	1,8	4,0	3,9	4,2	3,2	3,0	3,4
Ouaka	19,4	16,2	23,9	3,1	2,9	3,3	8,7	7,7	9,9
Bamingui Bangoran	0,9	0,8	1,0	1,6	1,5	1,8	1,4	1,2	1,5
Haute Kotto	2,6	2,7	2,6	2,4	3,0	1,8	2,5	2,9	2,0
Vakaga	0,3	0,3	0,3	2,2	1,9	2,4	1,5	1,3	1,7
Basse Kotto	2,4	2,2	2,7	10,7	10,2	11,3	7,8	7,3	8,5
Mbomou	2,0	1,9	2,3	6,7	6,4	7,1	5,1	4,7	5,5
Haut Mbomou	1,4	1,0	1,8	1,8	1,7	2,0	1,7	1,5	1,9
Bangui	33,3	36,5	28,9	0,0	0,0	0,0	11,5	13,4	9,2

H* :Hommes ; F** :Femmes

Il convient de noter que la ville de Bangui est de loin la plus importante en termes de population active urbaine avec un poids relatif de 33% ; les préfectures de l'Ombella Mpoko, de la Mambéré Kadei renferment chacune environ huit actifs urbains sur cent. Ces trois dernières localités regroupent 49% de la population active urbaine.

2.3 Participation à l'activité économique

Une participation accrue de la population à l'activité économique est l'un des facteurs majeurs de la lutte contre la pauvreté. La structure de la population centrafricaine recensée en décembre 2003 permet de percevoir des disparités de cette participation selon la situation géographique et le sexe.

2.3.1 Niveau global de la participation à l'activité économique

Le niveau global de la participation à l'activité économique est donné par le taux d'activité qui est le rapport entre l'effectif de la population active à celui de la population totale. Ainsi défini, le taux brut d'activité est de 51,9% au RGPH2003, soit 56,8% chez les hommes contre 47,1% chez les femmes. Ces taux sont très faibles et révèlent le bas niveau de la participation à l'activité économique au niveau national.

Selon la zone de résidence, les taux brut d'activité enregistrent des variations sensibles autour de la valeur moyenne nationale. Ses valeurs sont plus faibles en milieu urbain qu'en milieu rural : trois personnes de six ans et plus sur cinq sont actifs en zone rurale contre deux individus sur cinq en milieu urbain.

La participation de la population à l'activité économique est donc plus grande en zone rurale qu'en zone urbaine pour de nombreuses raisons, parmi lesquelles on peut citer la faible scolarisation de la population et l'importance des activités agricoles notamment celles orientées vers l'autoconsommation.

Tableau Eco 3: Taux bruts et taux spécifiques selon le milieu de résidence et par sexe

Milieu de résidence	Taux bruts d'activité			Taux spécifiques d'activité		
	Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble
Urbain	47,2	32,4	39,8	63,8	42,1	52,9
Rural	62,9	56,3	59,5	81,5	68,8	74,9
Ensemble RCA	56,8	47,1	51,9	74,5	58,6	66,4

Lorsqu'on s'intéresse aux taux calculés sur des groupes d'âge où il semble raisonnable d'exercer une activité économique (15 ans et plus)⁴, les résultats obtenus traduisent une hausse

⁴ Nous avons considéré la population de 15 ans et plus pour le calcul des taux spécifiques par souci de comparaison aux résultats de RGP 88 d'une part et d'autre part, parce que le faible poids des actifs à partir 60 ans n'affecte pas fondamentalement les résultats. Si on se limite à la tranche âge 15-59 ans, le taux spécifique est de 66,1% pour l'ensemble, soit 75% en milieu rural contre 53% en zone urbaine. Il s'élève à 74% chez les hommes et à 58% chez les femmes.

par rapport aux taux bruts obtenus précédemment.

Ainsi, l'indice de participation à l'activité économique passe de 51,9% à 66,4%. Les tendances dégagées précédemment en ce qui concerne les différences de comportement en matière d'activité économique se confirment : trois personnes âgées de 15 ans et plus sur quatre sont économiquement actives en milieu rural contre une personne sur deux en zone urbaine.

2.3.2 Niveaux régional et préfectoral de la participation à l'activité économique

Les résultats du RGPH03 font ressortir des taux bruts d'activité dépassant 50% dans quatre régions sur sept et dans quatorze préfectures sur seize. Toutefois, la participation à l'activité économique présente des déséquilibres au profit des hommes, les taux bruts chez ces derniers étant les plus élevés. Cet écart entre les sexes est moins prononcé dans les régions 3, 4 et 6 mais plus accentué dans les régions 1, 2 et 5. La situation qui prévaut dans les trois premières localités serait due à la prédominance de l'agriculture qui utilise le plus souvent une part importante de la main-d'œuvre féminine. Cela n'est le cas des deux dernières régions où en plus des activités agro-pastorales, existe l'exploitation minière pratiquée massivement par les hommes.

S'agissant du taux spécifiques d'activité, une structure analogue semble se présenter. On constate en effet qu'au niveau national, ce taux est de 66 %. Il varie de 46 à 80 % pour toutes les régions ; seules les régions 1 et 7 ont enregistré un taux inférieur à la moyenne nationale (59 % et 46 % respectivement). Trois préfectures ont un taux qui se situe en dessous de la moyenne nationale. Il s'agit de l'Ombella Mpoko, la Mambéré Kadéï, la Nana Mambéré et la ville de Bangui qui ont respectivement 54%, 54%, 65,4% et 46 %.

Tableau Eco 4: Taux bruts et taux spécifiques par régions, par préfectures et par sexe

Régions et Préfectures	Taux bruts d'activité			Taux spécifiques d'activité		
	Hommes	Femmes	Ensemble	Hommes	Femmes	Ensemble
Région 1	52,5	37,9	45,2	70,7	48,3	59,3
OMBELLA - MPOKO	50,5	32,1	41,2	67,4	40,4	53,7
LOBAYE	55,4	46,2	50,7	75,5	59,4	67,2
Région 2	54,6	40,4	47,5	72,2	50,4	61,3
MAMBERE KADEI	50,5	33,1	41,9	66,7	41,4	54,1
NANA MAMBERE	56,4	46,5	51,4	74,4	56,8	65,4
SANGHA MBAERE	64,0	51,4	57,8	85,4	66,9	76,4
Région 3	65,7	60,8	63,2	82,9	72,2	77,3
OUHAM PENDE	63,5	58,1	60,7	82,1	70,1	75,7
OUHAM	68,1	63,9	66,0	83,8	74,6	79,0
Région 4	62,4	60,4	61,4	82,7	75,3	78,8
KEMO	60,2	51,7	55,9	81,0	64,6	72,4
NANA GRIBIZI	61,2	57,0	59,0	79,2	69,9	74,4

OUAKA	63,8	65,5	64,7	84,8	82,2	83,5
Région 5	66,4	54,9	60,7	83,1	64,8	73,9
BAMINGUI BANGORAN	60,4	60,3	60,4	82,3	75,5	78,7
HAUTE KOTTO	68,5	45,3	57,6	83,4	54,0	69,9
VAKAGA	68,4	65,9	67,1	83,2	74,0	78,0
Région 6	65,2	62,7	63,9	84,1	76,7	80,3
BASSE KOTTO	65,4	61,8	63,6	84,2	74,7	79,2
MBOMOU	63,8	61,1	62,5	83,6	76,5	79,9
HAUT MBOMOU	69,0	72,6	70,9	85,5	87,1	86,3
BANGUI	43,0	25,4	34,3	58,0	33,9	46,1
Ensemble RCA	56,8	47,1	51,9	74,5	58,6	66,4

Les déséquilibres entre les sexes observés pour les taux bruts se présentent également au niveau des taux spécifiques d'activité. Toutefois, le passage des taux bruts aux taux spécifiques est marqué par le poids assez significatif de 0 à 14 ans dans les taux bruts d'activité. Ce qui explique les taux spécifiques assez élevés dans toutes les régions y compris Bangui dans une moindre mesure.

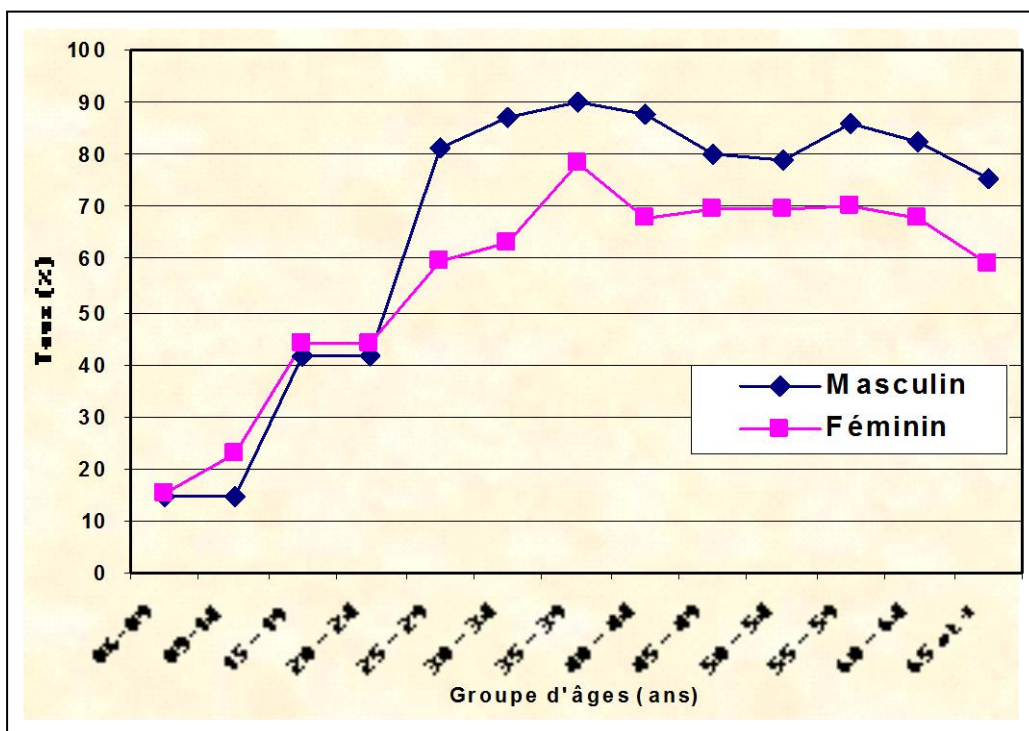
2.3.4 Aspects différentiels de la participation à l'activité économique

2.3.4.1 Différence selon le sexe et l'âge

En comparant l'évolution des taux d'activité par sexe selon âge, on remarque qu'à partir 20 ans, les taux masculins sont supérieurs aux taux féminins; aux âges jeunes (avant 20 ans), c'est l'entrée plus précoce des jeunes filles dans l'activité économique qui pourrait expliquer que leurs taux d'activité soient élevés que ceux des garçons. En revanche, le phénomène inverse qui se présente au-delà de 20 ans s'expliquerait par le fait qu'il y a plus d'opportunités pour les filles : beaucoup deviennent des femmes au foyer.

On relève aussi que des courbes des taux d'activité masculine et féminine ont presque le même profil, les deux sont croissantes jusqu'à atteindre un maximum à 35 ans puis baissent timidement, tout en restant à un niveau élevé. Il convient de remarquer que chez les hommes, les taux bruts d'activité restent élevés au delà de 50 ans.

Graphique Eco 3: Taux bruts d'activité par sexe et par age



2.3.4.2 Différence selon le niveau d'instruction

A la lumière du tableau 5, on constate que les taux bruts d'activité sont plus élevés dans la catégorie des personnes de faible niveau d'instruction. Ainsi, chez les individus n'ayant jamais fréquenté, le taux d'activité est de 62% pour l'ensemble, soit 67,4% chez les hommes et 58,5% chez les femmes. Ce rapport est respectivement de 40,7% chez les actifs de niveau primaire, 47,2% chez les hommes contre 31,8% pour les femmes. Dans les autres groupes, le niveau de la participation à l'activité économique reste supérieur à 54% à l'exception du groupe de niveau technique.

Tableau Eco 5: Taux bruts d'activité par sexe selon le niveau d'instruction

Niveau d'instruction	Taux bruts d'activité		
	Homme	Femme	Ensemble
Sans Niveau	67,4	58,5	62,0
Primaire	47,2	31,8	40,7
Secondaire 1	61,1	31,6	50,0
Secondaire 2	61,2	50,6	53,0
Technique	54,5	33,3	50,2
Supérieur	61,6	39,9	57,9
Autres	37,6	19,6	29,9

2.3.4.3 Différence selon l'état matrimonial

L'examen des taux d'activité selon l'état matrimonial révèle que les mariés, veufs, séparés et divorcés sont plus actifs que les célibataires quel que soit le milieu de résidence. Ainsi, sur l'ensemble du territoire, 73% des mariés, 70% des veufs, 76% des séparés et 82% des divorcés sont actifs. En milieu urbain, les rapports précédents sont de trois mariés sur cinq, trois veufs sur cinq contre 67% des séparés et 72,1% des divorcés. En milieu rural, quatre mariés ou veufs sur cinq sont actifs contre 84% des séparés et 87% des divorcés. Il apparaît donc que l'activité économique est moins intense chez les célibataires que chez les autres catégories de la situation matrimoniale. Ces célibataires seraient en majorité des jeunes en scolarisation.

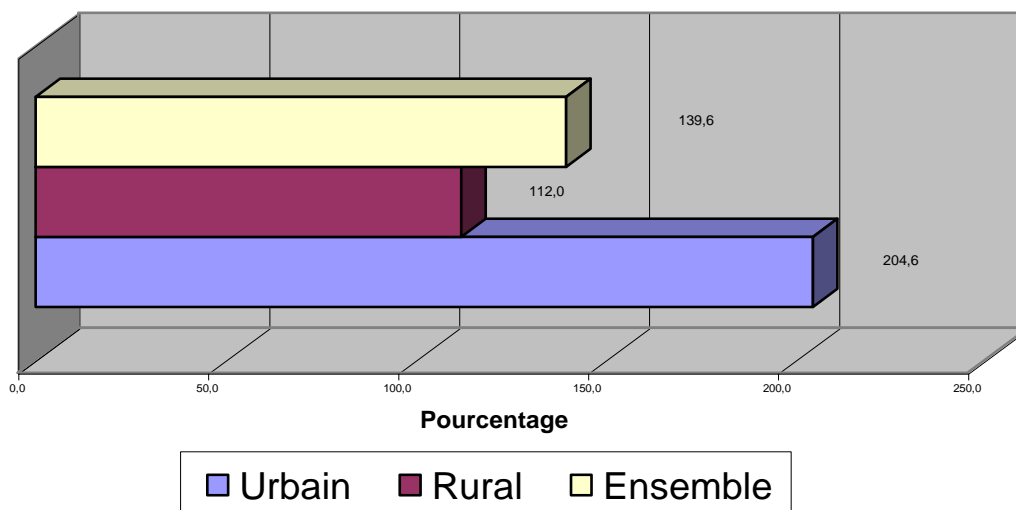
Tableau Eco 6: Taux d'activité selon la situation matrimoniale par milieu de résidence

Milieu de résidence	Etat matrimonial				
	Célibataire	Marié	Veuf	Séparé	Divorcé
Milieu urbain	34,8	59,0	59,4	67,3	72,1
Milieu rural	59,1	79,4	77,7	84,1	86,8
Ensemble RCA	47,6	72,6	70,6	76,0	82,2

2.4 Mesure des taux de dépendance

Le taux de dépendance est un indicateur qui mesure le nombre d'inactifs que supporte un individu économiquement actif. D'après les résultats, le niveau du taux de dépendance est de 140% pour l'ensemble du pays. L'examen de cet indicateur par milieu de résidence fait sortir une nette différence entre les deux milieux: il s'élève à 112 % en milieu rural contre 205 en milieu urbain. Cet écart s'explique d'une part par le fait que la catégorie la plus importante des inactifs constituée des élèves et étudiants réside dans les villes et d'autre part par le fait la participation à l'activité économique - essentiellement agro-pastorale- est plus importante en milieu rural.

Graphique Eco 4: Taux de dépendance selon le milieu de résidence



2.5 Comparaisons intercensitaires des indicateurs des actifs

Les comparaisons intercensitaires des indicateurs relatifs à la situation d'activité sont présentées sur un double plan : l'évolution de la population active et celle des taux d'activité.

2.4.1 Evolution de la population active

La situation observée au RGPH2003 révèle un accroissement plus rapide au cours de la période intercensitaire 1975-2003 de la population active âgée de 15 ans et plus qu'au cours de la période 1988-2003. De 2,3% par an pour l'ensemble du pays entre 1975-2003, il est passé à 1,2% par an sur la période 1988-2003. On note aussi que l'accroissement intercensitaire de la population féminine est supérieur à celui des hommes sur la période 1975-1988 tandis qu'entre 1988 et 2003, on constate le phénomène inverse. Cette situation se traduit, du point de vue de la structure par sexe, par une hausse du rapport de féminité entre 1975 et 1988 et par une baisse au cours de la période 1988-2003.

La bonne tenue de l'économie aurait contribué à l'évolution de ce taux entre 1975 – 1988 tandis que les diverses crises que le pays a connues dans les années 1990 seraient à l'origine de la perte d'opportunité d'emploi, d'où un faible accroissement de la population active.

Tableau Eco 7: Evolution de la population active résidente de 15 ans et plus des ménages ordinaires depuis le RGPH 1975

Accroissement annuel moyen	Masculin	Féminin	Ensemble	Rapport de féminité
1975/1988	3,5	3,6	3,6	84,9
1988/2003	1,2	1,1	1,2	86,0
1975/2003	2,3	2,3	2,3	84,4

2.4.2 Evolution des taux d'activité depuis 1988

S'agissant des taux d'activité, on constate une évolution à la hausse des taux bruts depuis 1988 passant de 48,2% à 51,9% en quinze ans tandis que les taux spécifiques ont enregistré une baisse d'environ onze points, passant de 77,7% en 1988 à 66,4% en 2003. Aussi remarque-t-on que l'accroissement des taux bruts a été plus fort en milieu rural qu'en milieu urbain alors que les taux spécifiques ont chuté suivant la même ampleur sur l'ensemble du pays. Cette situation serait imputable à un fort taux d'abandon scolaire chez les enfants de bas âge qui, se lançant prématurément dans la vie active, accroissent les taux bruts. Ainsi, l'exclusion de leur influence contribuerait à la diminution du niveau des taux spécifiques

Tableau Eco 8: Evolution des taux d'activité par milieu de résidence selon le sexe depuis 1988

	RGPH 1988			RGPH 2003		
	Urbain	Rural	Ensemble	Urbain	Rural	Ensemble
Taux bruts						
Hommes	44,9	56,5	52,2	47,2	62,9	56,8
Femmes	31,6	51,7	44,3	32,4	56,3	47,1
Ensemble	38,2	54,0	48,2	39,8	59,5	51,9
Taux spécifiques						
Hommes	77,9	92,6	87,1	63,8	81,5	74,5
Femmes	52,2	78,4	69,0	42,1	68,8	58,6
Ensemble	64,7	85,2	77,7	52,9	74,9	66,4

Chapitre III :Population active occupée

L'étude de la population active occupée permet d'avoir une connaissance de la main-d'œuvre effectivement employée dans l'économie centrafricaine. Elle est axée sur son volume, sa structure, sa répartition spatiale, ses caractéristiques économiques et l'occupation des enfants non scolarisés.

3.1 Volume et structure de la population active occupée

3.1.1 Structure par sexe et par `age

D'après les résultats d'analyse, les proportions des personnes occupées des deux sexes évoluent de façon croissante avec l'âge et amorcent une baisse après avoir atteint un maximum à 24 ans. En outre, on note que les proportions des actifs occupés sont plus élevées chez les filles que chez les garçons entre 6 et 14 ans. Cela traduit encore l'entrée précoce en activité des filles, pratique encore courante dans les pays africains et en milieu rural en particulier. Cette situation est d'autant plus préjudiciable à la scolarisation des enfants dans la mesure où les filles représentent 8,5 % des femmes occupées et les garçons 6,7 %. A partir de 25 ans, on assiste au phénomène inverse : le pourcentage des hommes occupés devient plus élevé que celui des femmes.

Tableau Eco 9: Structure par sexe et par age de la population active résidente occupée de 6 ans et plus des ménages ordinaires

Groupes d'age	Homme	Femme	Ensemble	Taux de féminité
Total	100,0	100,0	100,0	87,9
06-09	2,4	2,8	2,6	104,6
10-14	4,3	5,7	5,0	116,9
15 - 19	9,0	13,1	10,9	127,1
20 - 24	13,3	13,6	13,4	90,2
25 - 29	14,0	12,4	13,2	78,0
30 - 34	13,2	10,9	12,1	72,5
35 - 39	11,4	9,9	10,7	76,4
40 - 44	9,4	8,3	8,8	77,5
45 - 49	7,1	6,4	6,8	79,7
50 - 54	5,1	5,1	5,1	87,3
55 - 59	3,6	3,7	3,6	90,7
60 - 64	2,7	3,2	2,9	104,0
65 et +	4,1	4,5	4,3	95,3
ND	0,5	0,5	0,5	

3.1.2 Répartition spatiale de la population occupée

Les actifs occupés sont très inégalement repartis sur le territoire national. Les préfectures de l'Ouham, de l'Ouham Pendé, la ville de Bangui suivies de la Ouaka et de la Basse-kotto se démarquent des autres. Il s'agit des localités les plus peuplées du pays (selon le RGPH 88). Il convient de remarquer que le poids relatif des actifs occupés de Bangui reste faible par rapport à l'Ouham et l'Ouham Pendé réunis qui, demeurant les deux grandes préfectures agricoles de la République centrafricaine, concentrent la plus grande partie de la population agricole du pays.

En outre, les rapports de féminité prouvent qu'il y a moins d'actifs occupés de sexe féminin : environ 88 femmes qui travaillent effectivement pour cent hommes. L'observation des taux de féminité par préfecture fait apparaître des différences importantes dans certaines régions : dans douze préfectures sur seize, cet indice est nettement favorable aux hommes ; le minimum est observé dans la Haute Kotto où l'on compte à peu près 59 actifs de sexe féminin pour 100 de sexe masculin. On relève également de faibles valeurs du rapport de féminité dans la ville de Bangui (61 femmes pour cent hommes) et la Mambéré Kadei (65 femmes occupée pour 100 hommes). La prospection minière, essentiellement pratiquée par des hommes dans la Haute-Kotto et la Mambere Kadei, expliquerait en grande partie le faible niveau du rapport de féminité dans ces deux contrées. Par contre, dans les préfectures où dominant les activités agro-pastorales, on remarque que soit les rapports de féminité présentent un déséquilibre au profit des femmes (c'est le cas des préfectures de Haut Mbomou, de la Ouaka, de la Vakaga et Bamingui-Bangoran et de la Basse-Kotto), soit ils expriment une situation d'équilibre (cas de l'Ouham, l'Ouham Pende, Nana-Gribizi et, dans une moindre mesure, de la Kémo) du fait de la forte participation des femmes à la production agricole.

Tableau Eco 10: Répartition spatiale de la population résidente occupée de 6 ans et plus des ménages ordinaires

Régions et Préfectures	Hommes	Femmes	Ensemble	Taux de féminité
Region 1	14,2	12,9	13,6	79,6
OMBELLA - MPOKO	7,5	6,1	6,9	72,1
LOBAYE	6,7	6,7	6,7	87,9
Region 2	17,2	14,5	16,0	74,4
MAMBERE KADEI	7,9	5,8	6,9	64,9
NANA MAMBERE	6,0	5,8	5,9	84,4
SANGHA MBAERE	3,3	2,9	3,1	78,8
Region 3	22,8	25,7	24,2	99,2
OUHAM PENDE	11,8	13,2	12,5	98,8
OUHAM	11,0	12,5	11,7	99,7
Region 4	15,0	17,1	15,8	96,6
KEMO	3,4	3,5	3,5	90,3
NANA GRIBIZI	2,9	3,3	3,1	98,8
OUAKA	8,2	10,3	9,2	110,6
Region 5	5,7	5,4	5,6	83,3
BAMINGUI BANGORAN	1,3	1,6	1,4	110,0
HAUTE KOTTO	3,0	2,0	2,5	58,8

VAKAGA	1,4	1,8	1,6	110,7
Region 6	14,0	16,4	15,2	103,0
BASSE KOTTO	7,5	8,8	8,1	102,1
MBOMOU	4,9	5,6	5,3	101,1
HAUT MBOMOU	1,6	2,0	1,8	113,0
BANGUI	11,5	7,9	9,8	60,6
Ensemble RCA	100,0	100,0	100,0	87,9

3.2 Caractéristiques économiques des actifs occupés

3.2.1 Etude des groupes professionnels

3.2.1.1 Situation d'ensemble

Il ressort de l'analyse que 73,8% des actifs occupés recensés en décembre 2003 dans l'ensemble du pays sont agriculteurs, éleveurs ou forestiers ; 8% exercent une profession scientifique, technique ou libérale et 4,3% sont spécialisés dans les services. Les ouvriers et artisans font 3,6%.

La structure par sexe des actifs occupés de la RCA se caractérise par une nette supériorité numérique des hommes dans les professions techniques, scientifiques ou libérales (10 %) ainsi que dans les services, les transports et l'administration. Par contre, on remarque une prédominance du sexe féminin dans l'agriculture (67 %) et dans le commerce (10 %). Cela s'expliquerait par le fait que l'agriculture et le commerce nécessitent peu de qualification et de capitaux, donc plus accessibles aux femmes.

Tableau Eco 11: Répartitions des actifs occupés par sexe et par professions

Groupe de professions	Homme	Femme	Ensemble	Rapport de féminité
Scientifique, Technique ou Libéral	10,0	6,9	8,5	57,4
Cadres supérieurs	0,5	0,1	0,3	3,7
Personnel administrative ou assimilé	1,1	0,6	0,8	7,9
Personnel commercial ou Vendeurs	6,4	10,0	8,1	127,7
Trav.Spec./Man*	7,2	1,2	4,3	9,8
Agriculteurs, Eleveurs ou Forestiers	66,8	80,8	73,8	106,1
Ouvriers, Artisans	6,9	0,4	3,6	3,8
Militaires	1,0	0,0	0,5	0,0
Total	100,0	100,0	100	87,9

*Trav.Spec /Man : travailleurs spécialisés dans les services, travailleurs non qualifiés ou manœuvres

A la lumière du tableau Eco 12, on constate que l'agriculture demeure l'activité principale du pays : elle absorbe plus de quatre actifs occupés sur cinq en zone rurale et deux personnes sur cinq en milieu urbain. Pour ce qui concerne les autres catégories, à l'exception des professions scientifiques techniques ou libérales, elles sont toutes concentrées en milieu urbain.

De façon générale, il ressort que la structure des actifs occupés par profession varie significativement selon le milieu de résidence. Cette différence de structure est nettement marquée dans la catégorie des individus exerçant le métier de commerçant ou vendeur et qui résident surtout en milieu urbain.

Tableau Eco 12: Répartition des actifs occupés par professions et par milieu de résidence

Groupe de professions	Milieu de résidence		
	Milieu urbain	Milieu rural	Ensemble
Scientifique, Technique ou Libéral	12,4	7,0	8,5
Cadres supérieurs	0,8	0,1	0,3
Personnel administrative ou assimilé	2,6	0,2	0,8
Personnel commercial ou Vendeurs	23,2	2,4	8,1
Trav,Spec/Man*	8,5	2,8	4,3
Agriculteurs, Eleveurs ou Forestiers	40,4	86,1	73,8
Ouvriers, Artisans	10,2	1,3	3,6
Militaires	1,8	0,1	0,5
Total	100,0	100,0	100,0

*Trav.Spec /Man : travailleurs spécialisés dans les services, travailleurs non qualifiés ou manœuvres.

3.2.1.2 Variation régionale

La répartition des groupes de professions selon les régions confirme la tendance dégagée précédemment à savoir la prédominance des activités agro-pastorales sur toute l'étendue du territoire, à l'exception la ville de Bangui. Cependant, le poids relatif de ce secteur change d'une région à l'autre. Ainsi, les Régions 3, 4 et 6 apparaissent comme à vocation agricole, avec neuf paysans sur dix actifs occupés. Ce rapport est d'environ huit personnes sur dix dans les Régions 1 et 2. En ce qui concerne les autres professions, seul le commerce a un poids significatif dans toutes les Régions. Les autres groupes ne pèsent que dans quelques localités.

Tableau Eco 13: Répartition des actifs occupés par régions et par groupe de professions

Groupes de Professions	Les Régions administratives						
	Région 1	Région 2	Région 3	Région 4	Région 5	Région 6	Bangui
Scientifique, Technique, ou libéral	3,1	2,4	1,1	1,1	3,9	2,7	12,2
Cadres supérieurs	0,3	0,3	0,1	0,1	0,4	0,1	1,6
Personnel administratif, Assimilé	0,9	0,6	0,2	0,2	1,2	0,2	4,9
Personnel commercial, Vendeurs	7,9	6,2	4,2	4,2	11,2	4,0	37,5
Trav,Spec,/Man	5,5	9,2	0,8	0,8	5,4	2,9	12,1
Agriculteurs, Eleveurs, Forestiers	77,4	76,5	92,7	92,7	72,8	88,7	11,4
Ouvriers, Artisans	4,3	4,6	1,0	1,0	4,9	1,4	16,6
Militaires	0,5	0,3	0,0	0,0	0,2	0,1	3,7
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

*Trav.Spec /Man : travailleurs spécialisés dans les services, travailleurs non qualifiés et manœuvres.

3.2.1.3 Evolution des professions autres que militaires depuis 1988

En ce qui concerne l'évolution de l'activité économique au cours des 15 dernières années, on constate qu'elle est restée essentiellement agricole malgré une légère baisse observée chez les agriculteurs.

La comparaison des données du RGP88 avec celles du RGPH 2003 fait ressortir d'une part le recul de la proportion des agriculteurs et éleveurs entre 1988 et 2003 ainsi qu'une forte baisse de l'effectif des artisans/ouvriers, et d'autre part un accroissement du nombre des commerçants /vendeurs. Ceci pourrait s'expliquer soit par de multiples crises qu'a connues le pays depuis quelques années suivies de la destruction de certaines unités de production et du développement des activités du secteur informel, soit par la conversion de ces ouvriers et artisans en commerçants.

Tableau Eco 14: Evolution des professions autre que militaires depuis de 1988 à 2003

Groupe de professions	RGP 1988	RGPH 2003
Scientifique, Technique ou Libéral	2,0	8,5
Cadres supérieurs	0,2	0,3
Personnel administratif ou assimilé	0,7	0,8
Personnel commercial ou Vendeurs	2,7	8,1
Trav.Spec./Man*	2,1	4,4
Agriculteurs, Eleveurs ou Forestiers	78,9	74,2
Ouvriers, Artisans	13,3	3,7
Total	100,0	100,0

*Trav.Spec /Man : travailleurs spécialisés dans les services, travailleurs non qualifiés, manœuvres.

3.2.2 Etude des branches d'activité

3.2.2.1 Situation d'ensemble selon les branches d'activités

L'examen des branches d'activité révèle que la branche regroupant l'agriculture, la pêche, la sylviculture et l'exploitation forestière englobe 78,6% de l'ensemble des actifs occupés. Il va sans dire que l'économie centrafricaine est basée essentiellement sur une agriculture traditionnelle.

Parmi, les autres branches, seuls le commerce, la restauration et l'hôtellerie ainsi que l'Administration et les Activités des ménages sont significatifs. De façon générale, le faible poids des autres branches en particulier de la manufacture est le reflet du faible niveau de modernisation et de l'industrialisation de l'économie centrafricaine.

L'analyse des actifs occupés par sexe confirme la tendance précédemment exprimée par les groupes de professions à savoir la supériorité numérique des hommes dans toutes les branches autres que l'agriculture, le commerce et la vente.

La structure de la branche d'activité varie peu en fonction du milieu de résidence. Cependant, l'écart le plus grand entre le milieu urbain et le milieu rural n'est observé que dans les deux branches : l'agriculture et le commerce.

Tableau Eco 15: Répartition des actifs occupés selon le milieu de résidence et par branche d'activité

Branche d'activité	Milieu de résidence			Rapport de féminité
	Ensemble	Urbain	Rural	
Agriculture, Elevage, chasse, Pêche	78,6	44,1	91,5	104,4
Activités d'extraction	2,5	2,2	2,6	3,9
Activités manufacturières	0,5	0,9	0,3	15,5
Electricité, Gaz et Eau	0,1	0,3	0,0	12,0
Bâtiments et Travaux Publics	0,4	1,2	0,1	2,8
Commerce, Restauration/Hôtellerie, Services aux entreprises	9,8	28,0	3,0	102,4
Transports et Communication	0,8	2,8	0,1	2,9
Activités financières	0,2	0,4	0,1	56,1
Activités d'administration	3,5	10,5	0,9	23,1
Activité des ménages	3,5	9,4	1,3	17,1
Activité des organisation extraterritoriale	0,1	0,4	0,0	23,7
Total	100,0	100,0	100,0	87,1

3.2.2.2 Branche d'activité selon les régions

L'étude des groupes de professions montre que sur l'ensemble du pays, la majeure partie des individus occupés exercent des professions liées à l'agriculture suivie dans une moindre mesure, du commerce. Nous nous proposons dans cette section de d'examiner le profil de chaque branche selon les Régions administratives.

Au vu des données du tableau Eco 16, l'extraction est essentiellement concentrée dans les Régions 2 et 5 où cette branche rassemble 72 % des travailleurs ; la production d'électricité est beaucoup plus localisée dans la Région 1 et dans la ville de Bangui. Quant aux activités d'administration, trois localités seulement (Bangui et les Régions 1 et 2) renferment 78% des personnes qui les exercent. Dans les mêmes localités, on rencontre également une prééminence des activités ayant trait à la manufacture, aux transports et communication et aux Bâtiments/Travaux Publics.

D'une manière générale, la ville de Bangui apparaît comme le véritable poumon économique du pays puisqu'elle concentre la plus grande part des activités des secteurs

secondaire et tertiaire. Cela traduit par conséquent l'inégale répartition des investissements publics et privés dans le pays.

Tableau Eco 16: Répartition des actifs occupés par branche d'activité selon les régions

Branches d'activités	Régions administratives							Total
	Région 1	Région 2	Région 3	Région 4	Région 5	Région 6	Bangui	
Agriculture, Elevage, Chasse, Pêche	13,3	15,5	27,7	18,8	5,6	17,6	1,5	100
Activités d'extraction	11,7	47,6	1,0	3,9	22,6	12,2	1,0	100
Activités manufacturières	18,1	24,2	9,8	11,3	3,4	9,8	23,4	100
Electricité, Gaz et Eau	22,1	8,5	7,3	3,0	3,0	3,6	52,5	100
Bâtiments Travaux Publics	14,9	15,0	7,2	5,9	3,4	5,4	48,2	100
Com.RestHôt*. Services aux entreprises	13,4	12,5	10,4	8,0	3,7	7,0	45,1	100
Transports et Communication	12,4	14,7	4,8	3,2	2,7	2,9	59,4	100
Activités financières	12,2	21,2	10,9	6,1	1,7	3,5	44,6	100
Activité d'administration	15,8	11,2	6,1	6,7	3,2	5,7	51,3	100
Activités des ménages	14,6	13,8	7,8	8,1	2,9	8,9	43,9	100
Activités des org. Extrat**	10,7	5,2	1,1	1,1	1,0	1,8	79,2	100

Com.RestHôt*. Commerce, Restauration/Hôtellerie ; org. Extrat** : Organisations extraterritoriales

3.2.3 Etude du statut dans la profession

3.2.3.1 Situation d'ensemble

Les données montrent qu'environ quatre individus occupés sur cinq sont des travailleurs indépendants, à peine une personne sur dix est salariée et un occupé sur dix est un aide familial.

L'observation du statut dans la profession selon le sexe laisse entrevoir une nette différence en ce qui concerne les salariés et les aides familiaux : la proportion du salariat est plus élevée chez les hommes que chez les femmes alors que celle des aides familiaux est moins élevée chez les premiers que chez les dernières. En outre les faibles valeurs des rapports de féminité parmi les salariés et les employeurs confirment la supériorité numérique des hommes dans ces deux catégories.

Quel que soit le milieu de résidence, plus de huit femmes occupées sur dix travaillent pour leur propre compte tandis que chez les hommes, ce rapport passe de huit hommes sur dix en zone rurale à trois sur cinq en milieu urbain. Il convient de signaler que le salariat est essentiellement concentré dans les villes.

Tableau Eco 17: Répartition de la population active occupée par milieu de résidence, par sexe et la situation dans la profession

Milieu de résidence	Situation dans la profession	Sexe			Rapport de féminité
		Masculin	Féminin	Ensemble	
Ensemble RCA	Salariés	12,3	3,0	7,9	21,3
	Indépendants	77,8	82,8	80,1	93,5
	Employeurs	0,8	0,2	0,5	17,0
	Aide familial	7,8	13,1	10,3	148,2
	Apprenti	0,4	0,2	0,3	36,0
	Autres	0,9	0,8	0,8	79,5
	Total	100,0	100,0	100,0	87,9
Urbain	Salariés s	30,1	8,6	21,1	87,9
	Indépendants	62,5	80,5	70,0	20,6
	Employeurs	1,4	0,3	1,0	93,1
	Aide familial	4,2	9,5	6,4	15,2
	Apprenti	0,8	0,3	0,6	164,5
	Autres	1,0	0,8	0,9	28,4
	Total	100,0	100,0	100,0	57,1
Rural	Salariés	4,8	1,2	3,0	72,3
	Indépendants	84,3	83,5	83,9	82,7
	Employeurs	0,6	0,1	0,4	23,1
	Aide familial	9,3	14,3	11,7	93,7
	Apprenti	0,2	0,1	0,2	18,9
	Autres	0,8	0,8	0,8	145,1
	Total	100,0	100,0	100,0	46,1

3.2.3.2 Variation du statut dans la profession selon les branches d'activité

Globalement, le constat qui se dégage est que les indépendants et les aides familiaux sont entièrement absorbés par l'agriculture, la pêche, l'élevage, le commerce et la restauration. Il en découle que ceux-ci sont pour la plupart des actifs agricoles. Les autres statuts d'occupation se répartissent très inégalement entre les branches. Ainsi, environ 12% des apprentis se retrouvent dans les activités des ménages ainsi que dans le transport et la communication ; 61% des salariés sont englobés par les services (dont 41,2% dans l'administration), environ 17% dans les activités des ménages.

Tableau Eco 18: Actifs occupés des deux sexes selon la branche d'activité économique, par situation dans la profession

Branches d'activité	Statut dans la profession					
	Salarié	Indépendant	Employeur	Aide Familial	Apprenti	Autre
Agriculture, Elevage, chasse Pêche	13,7	84,1	17,0	91,7	41,1	73,2
Activité d'extraction	2,2	2,4	29,8	0,7	9,1	4,2
Activités manufacturières	2,0	0,4	0,7	0,2	2,3	0,4
Electricité, Gaz et Eau	1,0	0,0	0,4	0,0	0,2	0,1
Bâtiments et Travaux Publics	1,6	0,3	2,1	0,1	1,8	0,4
Commerce, Restauration Hôtellerie, Services aux entreprises	12,4	9,9	14,4	5,4	11,4	6,3
Transports et Communication	6,4	0,3	6,4	0,2	12,8	1,2
Activités financières	1,3	0,1	0,5	0,0	0,4	0,2
Activité d'administration	41,2	0,3	6,8	0,3	8,2	4,5
Activités des ménages	16,7	2,3	21,5	1,4	12,5	9,1
Activité des organisations extraterritoriales	1,5	0,0	0,3	0,0	0,1	0,5
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

3.3 Occupation des enfants non-scolarisés et déscolarisés

Sur l'ensemble de la population âgée de 6 à 14⁵ ans dénombrée au RGPH 2003, une proportion non négligeable s'est déclarée être en activité économique. Ces travailleurs mineurs représentent 12,1% du total des enfants de cette tranche d'âge et près de 29% de ceux du même

⁵ Si l'on s'en tient au code de la famille et à la définition de l'UNICEF qui considèrent comme enfant tout individu de moins de 18 ans, la proportion des enfants qui travaillent effectivement est de 16,4% pour l'ensemble du pays, 6% en milieu urbain et 23% en milieu rural. Ce phénomène du travail des enfants touche environ 7% des filles en zone urbaine contre 26% en zone rurale. Pour les garçons, ce rapport est 6% en milieu urbain contre 20% en milieu rural.

groupe d'âge qui vont à l'école. Ce phénomène, plus remarquable en milieu rural qu'en milieu urbain, touche plus les filles que les garçons.

Tableau Eco 19: Situation d'activité des enfants de 6 à 14 ans par sexe et le milieu de résidence

Situation d'activité	Sexe			Milieu de résidence	
	Garçons	Filles	Ensemble	Urbain	Rural
Elèves	45,8	37,4	41,7	66,1	26,4
Occupés	11,2	13,1	12,1	3,7	17,4
Autres inactifs*	43,0	49,5	46,2	30,2	56,2
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

*cette modalité comporte également les enfants déclarés à tort chômeurs.

L'observation selon la branche d'activité de l'occupation des enfants montre que ces derniers sont majoritairement utilisés dans l'agriculture (92,7 %) et dans une moindre mesure dans le commerce (4,7 %) et les activités d'extraction (1,6 %).

L'introduction des enfants dans la vie active dès leur bas âge reste encore un phénomène persistant du système de la formation traditionnelle. Ce phénomène des enfants « travailleurs » est un signe de la difficulté de leur scolarisation en Centrafrique.

Tableau Eco 20: Répartition des enfants de 6 à 14 ans déclarés occupés selon la branche d'activité

Branches d'activité	Sexe		
	Masculin	Féminin	Ensemble
Agriculture, Elevage, chasse et Pêche	92,7	92,5	92,7
Activités d'extraction	3,0	0,4	1,6
Commerce	3,4	5,8	4,7
Autres branches	0,9	1,3	1,0

3.4 Quelques caractéristiques démographiques de la population active occupée

Les caractéristiques démographiques considérées dans ce paragraphe sont la situation matrimoniale, le niveau d'instruction et le diplôme le plus élevé obtenu.

3.4.1 Niveau d'instruction des actifs occupés

L'examen du niveau d'instruction des travailleurs révèle que dans la majorité des cas, les actifs occupés ont un faible niveau d'instruction. En effet, 59% des individus considérés n'ont jamais fréquenté un établissement scolaire, soit 45,6% chez les hommes contre 74,4% chez les

femmes. Cette proportion est respectivement de 26% pour les occupés de niveau primaire et 9,6% pour les actifs de niveau secondaire1.

On remarque également qu'à mesure que le niveau d'instruction s'élève, la proportion des femmes diminue considérablement. Le déséquilibre entre les sexes est accentué à partir du niveau secondaire où les femmes ne sont que très peu représentées au delà du cycle primaire.

Tableau Eco 21: Répartition des actifs occupés selon le milieu de résidence, par sexe et par niveau d'instruction

Niveau d'instruction	Urbain			Rural			Ensemble RCA		
	H*	F**	Ens***	H*	F**	Ens***	H*	F**	Ens***
Aucun	26,0	49,7	36,0	54,0	82,6	67,7	45,6	74,4	59,0
Primaire	31,8	30,0	31,1	33,8	15,4	25,0	33,2	19,0	26,6
Secondaire1	23,3	14,5	19,6	9,5	1,7	5,8	13,7	4,9	9,6
Secondaire2	13,5	4,4	9,7	2,3	0,1	1,3	5,7	1,2	3,6
Technique	0,2	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0
Supérieur	4,8	1,2	3,3	0,3	0,1	0,2	1,6	0,3	1,0
Autre	0,4	0,1	0,3	0,1	0,0	0,1	0,2	0,1	0,1
Total	100	100	100	100	100	100	100	100	100

H* : homme ; F** : femme ; Ens** : ensemble

3.4.2 Le diplôme obtenu

L'analyse des actifs occupés conduit aux observations suivantes : 85% des actifs n'ont aucun diplôme ; 10,5% sont détenteurs du CEPE et seulement 3,3% détiennent le BEPC. Le CEPE est ainsi le diplôme le plus fréquent dans la population active occupée. La proportion des diplômés devient de plus en plus faible à mesure que le niveau du diplôme est de plus en plus élevé.

Tableau Eco 22: Répartition des actifs occupés selon le diplôme obtenu et par sexe

Diplôme	Homme	Femme	Ensemble
Aucun	77,4	93,0	84,7
CEPE	15,1	5,4	10,5
BEPC/BC	5,3	1,2	3,3
BAC/CAP	1,4	0,3	1,0
TECHNICIEN	0,0	0,0	0,0
SUPERIEUR	0,8	0,1	0,5
Total	100,0	100,0	100,0

3.4.3 La situation matrimoniale

Dans l'ensemble, la population active occupée est constituée de personnes mariées (66,8%) et de célibataires (24,2%) Les autres catégories de la situation matrimoniale sont faiblement représentées. Cette situation est valable quel que soit le milieu de résidence. Les mariés et les célibataires représentent ensemble 91% des actifs occupés.

Tableau Eco 23: Répartition de la population active occupée de 12 ans et plus des ménages ordinaires selon la situation matrimoniale

Milieu de résidence	Célibataire	Marie	Veuf	Séparé	Divorce	Total
Milieu urbain	25,4	64,2	6,1	3,0	1,3	100,0
Milieu rural	23,8	67,9	5,1	1,8	1,4	100,0
Ensemble RCA	24,2	66,8	5,4	2,2	1,4	100,0

Chapitre IV La population au chômage

4.1 Composantes de la population au chômage

La population active au chômage est composée des chômeurs ayant déjà travaillé et de ceux qui sont en quête de leur premier emploi. On remarque que la part la plus importante des chômeurs est constituée des individus en quête du premier emploi indépendamment du milieu de résidence. Toutefois, cette différence de structure est moins prononcée dans la catégorie des personnes à la recherche du premier emploi que dans celle ayant déjà travaillé.

Tableau Eco 24: Répartition de la population au chômage selon le milieu de résidence et le type de chômage

Milieu de résidence	Sexe	Type de chômage		
		CDT	CAJT	Ensemble
Milieu urbain	Masculin	80,1	62,5	65,3
	Féminin	19,9	37,5	34,7
	Total	100,0	100,0	100,0
Milieu rural	Masculin	71,1	58,5	60,9
	Féminin	28,9	41,5	39,1
	Total	100,0	100,0	100,0
Tout Milieu	Masculin	75,4	60,7	63,3
	Féminin	24,6	39,3	36,7
	Total	100,0	100,0	100,0

4.2 Les différents niveaux du chômage

L'indicateur qui permet de mesurer le niveau de chômage dans un pays est le taux de chômage que l'on peut définir comme le rapport, à une date donnée, de la population active au chômage à un certain âge sur l'ensemble de la population active de cet âge. Afin d'ôter l'influence des jeunes enfants âgés de 6 à 14 ans qui, déclarés à tort ou à raison chômeurs au moment de l'enquête, gonflent artificiellement l'effectifs des chômeurs, les taux calculés ne concernent que les personnes âgées de 15 ans et plus.

4.2.1 Niveau national

Le niveau de chômage⁶ pour l'ensemble de la République centrafricaine s'élève à 7,6%, soit 9,6% chez les hommes et 5% chez les femmes. Il apparaît que ce niveau est plus élevé en

⁶ Le taux chômage est calculé sur la population âgée de 15 ans et plus afin rendre, comme pour les taux d'activité, les résultats comparables à ceux du RGP 1988. Toutefois le calcul sur la population âgée de 15 à 59 ans situe le niveau du chômage à 7,7% pour l'ensemble du pays, 15,4% pour le milieu urbain et 4,1% pour le milieu rural

milieu urbain qu'en milieu rural (15,2% contre 4,2%). Cette différence s'expliquerait d'une part par le fait que dans les campagnes où domine le secteur primaire (l'agriculture, la pêche, la chasse, Elevage), les critères d'obtention d'un emploi sont moins rigoureux et moins sélectifs qu'en ville et d'autre part par la destruction de certaines unités de production situées pour la plupart dans les principales villes lors des différentes crises que le pays a connues, entraînant ainsi la perte d'emploi pour une frange importante de la population active urbaine.

Tableau Eco 25: Taux de chômage par milieu de résidence et par sexe

Milieu de résidence	Population de 15 ans et plus		
	Homme	Femme	Ensemble
Urbain	17,6	11,6	15,2
Rural	5,6	2,6	4,2
Ensemble RCA	9,6	5,1	7,6

4.2.2 Variation du niveau de chômage selon l'âge et le sexe

D'après les résultats d'analyse, le niveau de chômage reste au dessus de 10% entre 15 et 19 ans. On peut donc dire qu'en République centrafricaine, le chômage touche plus particulièrement les jeunes. Le faible niveau de scolarisation et le taux élevé d'abandon scolaire seraient en partie la cause de cette situation. L'analyse des données montre par ailleurs que les taux de chômage sont plus élevés chez les hommes que chez les femmes.

Tableau Eco 26: Taux de chômage par sexe selon l'âge

Groupe d'âge	Homme	Femme	Ensemble
15 - 19	17,8	11,1	14,2
20 - 24	12,6	6,6	9,8
25 - 29	10,0	4,8	7,8
30 - 34	8,4	3,6	6,4
35 - 39	7,2	2,9	5,4
40 - 44	6,7	2,5	4,9
45 - 49	6,6	2,2	4,7
50 - 54	6,5	2,3	4,6
55 - 59	7,0	2,2	4,8

4.2.3 Variation régionale du niveau de chômage

La population active au chômage se répartit inégalement sur l'ensemble du pays. La ville de Bangui reste de loin la localité où le niveau de chômage est plus important (21%). Viennent ensuite la Région 1 (comprenant les préfectures de la Lobaye et de l'Ombella Mpoko) avec 12% et la Région 2 (formée des préfectures de la Mambere Kadei, de la Nana Mambere et la Sangha Mbaere) avec 7%. Dans les autres Régions l'indicateur de chômage reste inférieur à 5%. Ainsi, les chômeurs font 3% de la population active de la Région 3, et au moins 4% de celle des Régions 4, 5 et 6.

L'ampleur du chômage à Bangui, dans la Région 1 et dans une moindre mesure dans la Région 2, résulterait du fait qu'elles constituent des pôles d'attraction économiques du pays. De ce fait elles font face à un flux des migrants intérieurs qui y viennent chercher un emploi.

Tableau Eco 27: Taux de chômage par région et par sexe

Régions et Préfectures	Ensemble	Homme	Femme
Region 1	12,1	15,7	7,0
OMBELLA - MPOKO	16,3	20,9	8,8
LOBAYE	7,3	9,0	5,2
Region 2	7,2	8,5	5,5
MAMBERE KADEI	9,8	11,0	7,7
NANA MAMBERE	4,8	5,5	3,9
SANGHA MBAERE	5,7	7,0	3,9
Region 3	2,7	3,3	2,0
OUHAM PENDE	2,6	3,2	2,0
OUHAM	2,8	3,5	2,0
Region 4	4,2	5,5	2,9
KEMO	4,2	4,6	3,8
NANA GRIBIZI	7,0	8,6	5,3
OUAKA	3,2	4,7	1,9
Region 5	4,5	5,7	3,0
BAMINGUI BANGORAN	4,1	6,2	2,0
HAUTE KOTTO	5,7	6,6	4,3
VAKAGA	2,5	3,0	2,1
Region 6	3,9	5,1	2,6
BASSE KOTTO	3,8	5,3	2,3
MBOMOU	4,4	5,5	3,2
HAUT MBOMOU	2,5	2,9	2,1
BANGUI	21,1	22,9	18,0
Ensemble RCA	7,6	9,6	5,1

4.3 Caractéristiques économiques des chômeurs ayant déjà travaillé

4.3.1 Profession des chômeurs ayant déjà travaillé

Il ressort de l'analyse des données que 18,5% des chômeurs ayant déjà travaillé sont des ouvriers et manœuvres ; soit 1,5% chez les femmes et 23,6% chez les hommes. Le niveau élevé de cette proportion dans la population masculine peut s'expliquer par le fait qu'il s'agit dans la majorité des cas des travaux temporaires à durée limitée.

Les chômeurs agriculteurs, éleveurs et forestiers représentent 33,8% des hommes et 58,3% des femmes. Il y a lieu de noter que pour cette catégorie, il ne s'agirait pas d'une situation de chômage au sens strict du terme mais d'une situation d'inactivité liée au calendrier agricole. Car le dénombrement s'est déroulé en fin d'année, période creuse pour les activités agricoles.

Tableau Eco 28: Répartition des chômeurs ayant déjà travaillé par profession selon le sexe

Groupe de professions	Homme	Femme	Ensemble	Rapport de féminité
Scientifique, Technique ou Libéral	14,9	15,2	15,0	30,6
Cadres supérieurs	1,6	0,6	1,3	10,5
Personnel administratif ou Assimilé	4,2	6,9	4,8	48,9
Personnel commercial ou Vendeurs	5,7	11,8	7,1	62,1
Trav.Spec./Man*	14,3	5,5	12,3	11,5
Agriculteurs, Eleveurs ou Forestiers	33,8	58,3	39,4	51,7
Ouvriers, Artisans	23,6	1,5	18,5	2,0
Militaires	1,9	0,2	1,5	3,1
Total	100,0	100,0	100,0	30,0

*Trav.Spec /Man : travailleurs spécialisés dans les services, travailleurs non qualifiés, manœuvres

4.3.2 Branche d'activité des chômeurs ayant déjà travaillé

Les résultats de l'analyse montre que la proportion importante des chômeurs se retrouve dans la branche d'activités liées à l'agriculture, la pêche, chasse et l'élevage et dans une moindre mesure dans le commerce et ce quelque soit le sexe. Ainsi, chez les hommes un peu plus de trois chômeurs ayant déjà travaillé sur dix avaient exercé des activités agro-pastorales, 16% dans le commerce et la restauration et 14,8% dans les activités des ménages. Chez les femmes, les proportions sont de trois sur dix dans le primaire, 16,1% dans le commerce et la restauration et 6,2% dans les administrations.

Tableau Eco 29: Répartition des chômeurs ayant déjà travaillé par branche d'activité selon le sexe

Branches d'activité	Homme	Femme	Ensemble
Agriculture, Elevage, chasse, Pêche	36,8	63,0	42,7
Activités d'extraction	3,3	0,4	2,7
Activités manufacturières	2,3	1,1	2,0
Electricité, Gaz et Eau	1,1	0,2	0,9
Bâtiments et Travaux Publics	3,2	0,6	2,6
Commerce, Restauration/Hôtellerie, Services aux entreprises	16,2	16,1	16,2
Transports et Communication	5,6	0,7	4,5
Activités financières	0,7	0,9	0,7
Activités d'administration	14,9	10,1	13,8
Activité des ménages	14,8	6,2	12,8
Activités des organisation extraterritoriale	1,2	0,7	1,1
Total	100,0	100,0	100,0

4.4 Quelques caractéristiques démographiques des actifs au chômage

4.4.1 Niveau d'instruction

D'après les résultats de l'analyse, on constate que globalement le niveau d'instruction des personnes à la recherche d'emploi est faible : plus de la moitié de ceux-ci n'a pas fréquenté un établissement scolaire et deux personnes sur dix ont un niveau primaire. A partir du niveau secondaire, l'effectif des chômeurs devient de plus en plus faible. Toutefois, il existe une différence entre les sexes car à tous les niveaux la proportion des hommes est plus élevée que celle des femmes.

Tableau Eco 30: Niveau d'instruction des actifs au chômage

Niveau d'instruction	Homme	Femme	Ensemble
Aucun	44,9	67,0	52,9
Primaire	29,0	20,3	25,8
Secondaire1	15,6	8,4	12,9
Secondaire2	7,9	3,4	6,3
Supérieur	2,4	0,8	1,9
Autre	0,2	0,1	0,2
Total	100,0	100,0	100,0

4.4.2 Diplôme obtenu

En ce qui concerne les diplômes obtenus, on note la prédominance du groupe des individus n'ayant aucun diplôme : ils représentent 64,2% des chômeurs ayant déjà travaillé et plus 84% des personnes à la recherche du premier emploi. On retrouve à travers ce groupe la confirmation d'une des caractéristiques des pays sous-développés souvent citée qu'est l'absence de la main-d'œuvre qualifiée.

Parmi les groupes des chômeurs ayant eu l'occasion d'avoir un diplôme, on note essentiellement deux sous-groupes : celui des personnes ayant eu le CEPE (19,6% des chômeurs ayant déjà travaillé contre 11,6% chez chômeurs à la recherche du premier emploi) et celui des titulaires du BEPC (11% de la première catégorie contre seulement 1,4% de la deuxième). Les autres modalités sont très faiblement représentées.

Tableau Eco 31: Répartition des actifs au chômage selon le diplôme obtenu

Diplôme obtenu	Chômeurs ayant déjà travaillé			Chômeurs n'ayant jamais travaillé		
	Homme	Femme	Ensemble	Homme	Femme	Ensemble
AUCUN	58,4	81,4	64,2	82	88,6	84,7
CEPE	23	9,3	19,6	14,4	7,7	11,6
BEPC/BC	12,9	5,5	11	0,7	2,5	1,4
BAC	2,5	1,5	2,2	1,4	0,5	1
CAP	1,4	1,2	1,3	0,5	0,3	0,4
TECHNICIEN	0,1	0,1	0,1	0	0	0
SUPERIEUR	1,7	1	1,5	1,1	0,3	0,8
Total	100	100	100	100	100	100

4.4.3 La situation matrimoniale

L'analyse de la population active au chômage selon la situation matrimoniale laisse apparaître une proportion importante de personnes mariées et de célibataires. Ces deux groupes forment plus de 90% de chômeurs et ce indépendamment du type de chômage et du sexe. Si les célibataires sont les plus nombreux dans la population des personnes à la recherche du premier emploi, ce sont les mariés qui sont majoritaires parmi les anciens travailleurs. Concernant les autres catégories de l'état matrimonial, on note que la proportion des veufs et des séparés est plus élevée chez les femmes que chez les hommes.

Tableau Eco 32: Répartition de la population au chômage de 15 ans et plus selon la situation matrimoniale

Situation matrimoniale	Chômeur ayant déjà travaillé			Chômeur n'ayant jamais travaillé		
	Homme	Femme	Ensemble	Homme	Femme	Ensemble
Célibataire	23,2	28,4	24,5	65,5	67,0	66,1
Marié	69,0	50,9	64,7	31,8	23,7	29,0
Veuf	3,7	15,0	6,4	1,1	5,3	2,5
Séparé	2,8	3,5	2,9	1,2	3,2	1,9
Divorcé	1,3	2,3	1,6	0,4	0,9	0,5
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Chapitre V : Population inactive

5.1 Volume et structure de la population inactive

La structure de la population des inactifs révèle la prédominance des élèves et étudiants qui forment ensemble 58,6% des inactifs. Cette tendance est encore plus prononcée chez les inactifs masculins dont les 93,5% sont des élèves et étudiants. Alors que chez les inactifs de sexe féminin, le groupe des élèves et étudiantes représente 44%. Les retraités et les rentiers constituent un groupe moins important quel que soit le sexe: 2,3% de la population totale des inactifs, soit 4% chez les hommes et 1,5% chez les femmes.

Pour l'ensemble du pays, les femmes au foyer viennent en 2^e position après la catégorie des élèves et étudiants. Cet ordre d'importance s'observe aussi bien en milieu urbain qu'en milieu rural, avec des proportions plus élevées en milieu urbain.

Tableau Eco 33: Population inactive de 6 ans et plus selon le milieu de résidence par sexe et par situation d'activité

Population inactive	Ensemble RCA			Milieu urbain			Milieu rural		
	H	F	Ensemble	H	F	Ensemble	H	F	Ensemble
Etudiants, Elèves	76,7	43,9	58,7	84,5	51,8	66,1	66,2	31,8	48,0
Femmes au foyer	0,0	37,5	20,6	0,0	36,8	20,8	0,0	38,4	20,3
Retraités	1,0	0,3	0,6	1,4	0,3	0,8	0,4	0,4	0,4
Rentiers	2,2	1,1	1,6	1,9	0,9	1,3	2,8	1,4	2,1
Autres	20,1	17,2	18,5	12,2	10,2	11,0	30,5	28,0	29,2
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

5.2 Répartition spatiale de la population inactive

Les inactifs sont inégalement répartis sur le territoire national. On note que la ville de Bangui regroupe la plus importante part de toutes les catégories d'inactifs : environ 38% des élèves et étudiants, 31% des femmes au foyer, 49% des retraités et 27% des rentiers y résident. Il en découle que les retraités sont essentiellement concentrés à Bangui (49%) et les rentiers dans la Mambéré Kadeï (30%). Vient ensuite la préfecture de l'Ombella Mpoko qui regorge environ 12% des étudiants et élèves, 18,6% des femmes au foyer, 12% des retraités et 14% des rentiers.

Dans les autres localités, la proportion des inactifs reste faible. Ainsi les préfectures telles que la Nana Gribizi, Bamingui-Bangoran, la Vakaga, le Haut Mbomou englobent chacune moins de 2 % des étudiants et élèves ainsi que des femmes au foyer, dans la Kemo, la Basse Kotto, le Mbomou et la Sangha Mbaere les proportions précédentes oscillent autour de 3%.

Tableau Eco 34: Répartition par préfecture de la population inactive

Préfectures	Etudiants et Elèves	Femmes au foyer	Retraités	Rentiers	Autres
OMBELLA - MPOKO	11,9	18,6	11,7	14,1	12,0
LOBAYE	6,4	5,0	3,1	5,8	6,5
MAMBERE KADEI	6,7	13,2	6,7	30,1	16,9
NANA MAMBERE	4,0	3,9	3,7	2,2	5,4
SANGHA MBAERE	2,5	2,4	1,3	0,1	2,7
OUHAM PENDE	5,5	4,9	5,0	6,6	7,0
OUHAM	4,9	4,4	4,3	1,1	7,7
KEMO	2,2	2,3	1,9	1,0	1,9
NANA GRIBIZI	1,8	1,2	1,1	1,3	2,8
OUAKA	5,3	2,2	3,4	1,3	5,1
BAMINGUI BANGORAN	1,4	1,1	0,2	0,6	0,8
HAUTE KOTTO	1,3	3,4	0,9	2,6	2,8
VAKAGA	0,5	1,0	0,7	0,1	1,1
BASSE KOTTO	2,8	3,0	4,5	2,8	6,3
MBOMOU	3,4	1,7	2,1	1,8	5,0
HAUT MBOMOU	1,3	0,3	0,1	1,3	0,4
BANGUI	37,9	31,3	49,2	27,0	15,4
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

On peut retenir en définitive que la proportion des inactifs par préfecture est étroitement liée au poids démographique et au nombre des élèves et étudiants dans les préfectures.

5.3 Caractéristiques démographiques de la population inactive

Dans cette partie, l'analyse porte sur les caractéristiques liées à l'état matrimonial, à l'âge et au niveau d'instruction des inactifs.

5.3.1 Caractéristiques socio-démographiques des étudiants et élèves

5.3.1.1 Structure par sexe et par âge

L'examen des élèves et étudiants selon l'âge met en lumière son caractère jeune. En effet, 89% des élèves et étudiants ont moins de 20 ans, soit 29% dans la tranche d'âge 06-09 ans, 38% entre 10 et 14 ans et 21,3% entre 20 et 24 ans. Le nombre d'étudiants baisse au fur et à mesure

que l'âge augmente. Par ailleurs, on constate une supériorité numérique des hommes car les rapports de féminité présente des déséquilibre au profits des hommes à tous les ages.

Tableau Eco 35: Répartition des étudiants et élèves par sexe et age

Groupe d'age	Sexe			Rapport de féminité
	Masculin	Féminin	Ensemble	
06-09	27	32,4	29,2	83,8
10-14	37,7	39,9	38,6	74
15 - 19	22,9	19	21,3	58,1
20 - 24	8,6	6,3	7,7	51,2
25 - 29	2,9	1,7	2,4	41,9
30 - 34	0,7	0,5	0,6	42,6
35 et +	0,3	0,3	0,3	69,6
Total	100	100	100	69,9

5.3.1.2 Etat matrimonial

Les élèves et étudiants sont au nombre à 242247 au troisième recensement de la population. Au sein de cette population, le célibat est le statut matrimonial le plus répandu quel que soit le sexe. Ainsi, environ 80% des étudiants et élèves sont célibataires, soit 88,4% chez les filles et 65,5% chez les garçons. Viennent ensuite les mariés qui font 19% de l'ensemble. Il convient de noter que la proportion des mariés est plus élevée chez les hommes que les femmes

Tableau Eco 36: Répartition des étudiants et élèves de 12 ans et plus par sexe et situation matrimoniale

Sexe	Célibataires	Mariés	Veufs	Sépare	Divorce	Total
Masculin	65,5	31,8	1,1	1,2	0,4	100,0
Féminin	88,4	10,9	0,2	0,5	0,1	100,0
Ensemble	79,7	18,8	0,5	0,8	0,2	100,0

5.3.2 Caractéristiques démographiques des femmes au foyer

5.3.2.1 Structure selon le groupe âge et le milieu de résidence

D'après les résultats du tableau 37, l'effectif des femmes au foyer âgées de moins de 15 ans est faible. Par ailleurs, l'analyse fait ressortir l'un des traits majeurs qui caractérisent la structure des femmes au foyer : leur bas âge en milieu rural par rapport à celles du milieu urbain. En effet, en milieu rural on rencontre plus de femmes au foyer dans la tranche d'âge 12-14 ans qu'en milieu urbain. Ce fait peut être expliqué par les pesanteurs socio-culturelles auxquelles est soumise la fille en milieu rural, contrainte au mariage précoce ou à abandonner

les études pour aider sa mère dans les travaux champêtres et/ou domestiques. Alors qu'en milieu urbain, c'est à partir de 15 ans que l'effectif des femmes au foyer devient de plus en plus important.

Tableau Eco 37: Structure des femmes au foyer par milieu de résidence et par age

Groupe d'age	Milieu de résidence		
	Urbain	Rural	Ensemble
12-14	2,9	5,5	3,9
15 – 19	14,7	15,0	14,8
20 – 24	20,2	17,2	19
25 – 29	16,1	14,6	15,5
30 – 34	12,0	12,0	12,0
35 – 39	9,5	10,0	9,7
40 – 44	7,1	7,7	7,3
45 – 49	5,1	5,4	5,2
50 – 54	3,7	4,2	3,9
55 – 59	2,6	2,6	2,6
60 – 64	2,2	2,3	2,2
65 et +	3,9	3,5	3,7
Total	100	100	100

5.3.2.2 Niveau d'instruction

Concernant l'instruction, on note que globalement le niveau des femmes au foyer est faible. Ainsi, plus de la moitié n'a pas fréquenté et parmi celles qui ont eu la chance de fréquenter seuls le groupe de niveau primaire (28,3%) et celui de niveau secondaire (15%) sont significatifs.

Tableau Eco 38: Structure des femmes au foyer selon le niveau d'instruction et par milieu de résidence

Niveau d'instruction	Milieu de résidence		
	Urbain	Rural	Ensemble
Sans Niveau	38,4	76,6	53,3
Primaire	34,7	19,4	28,3
Secondaire 1	22,3	3,6	14,9
Secondaire 2	4,1	0,2	0,6
Technique	0,1	0,0	2,8
Supérieur	0,3	0,1	0,0
Autres	0,1	0,0	0,1
Total	100,0	100,0	100,0

Il ressort également de ce tableau que 77% des femmes au foyer qui résident dans les campagnes n'ont aucun niveau d'instruction. Par contre, plus de la moitié (57%) des femmes au

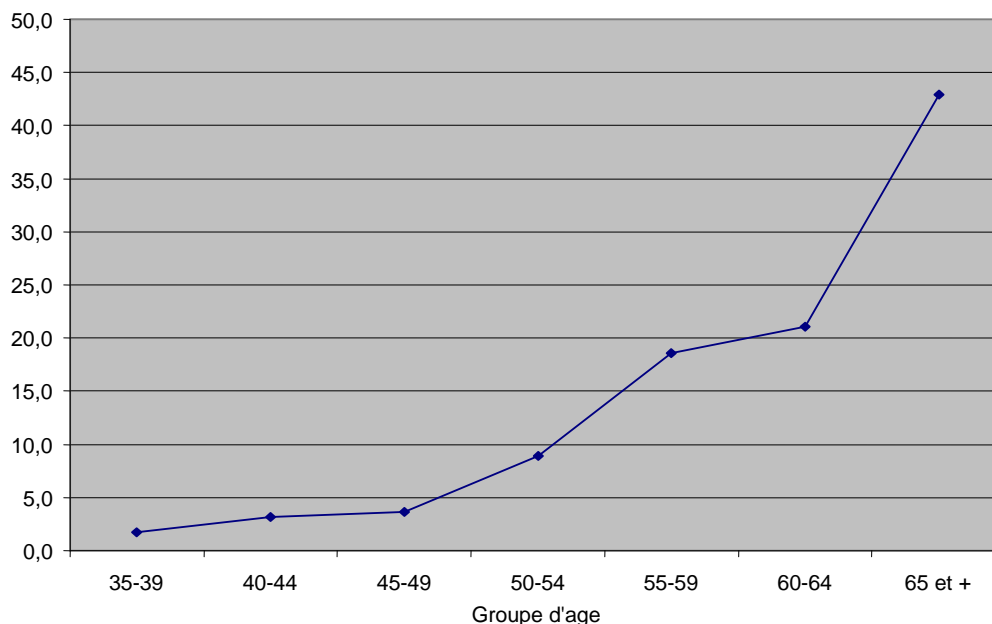
foyer résidant en ville ont atteint au moins le niveau primaire. On pourrait donc dire que l’instruction contribue à soustraire les femmes du milieu rural.

5.3.3 Caractéristiques socio-démographiques des retraités

5.3.3.1 Structure par groupe d’âge

L’analyse selon le groupe d’âge révèle que la retraite est un statut lié à l’âge. Ainsi, 1,7% de retraités sont dans la tranche d’âge 35- 39 alors que 42,9% ont 65 ans et plus. D’une manière générale, l’effectif des retraités augmente à mesure qu’ils sont avancés en âge. Toutefois, les 1,7% des retraités de 35 – 39 ans sont ceux des professions telles que les militaires ou des individus bénéficiaires des retraites par anticipation ou simplement des problèmes dus la mauvaise déclaration de l’âge.

Graphique Eco 5: Structure des retraités par âge



5.3.3.2 Structure selon l’Etat matrimonial

L’examen de retraités selon la situation matrimoniale révèle que ceux-ci sont à majorité mariés (76%). Parmi les autres modalités de la situation matrimoniale, la catégorie des veufs représente 17,9% devant celle des séparés (environ 4%).

Tableau Eco 39: Répartition des retraités selon le milieu de résidence et le statut matrimonial

Milieu de résidence	Marié	Divorcé	Séparé	Veufs	Total
Ensemble	75,8	2,5	3,9	17,9	100,0
Urbain	79,0	2,4	4,0	14,6	100,0
Rural	67,2	3,3	3,4	26,1	100,0

Chapitre VI : Implications sociales des résultats et recommandations

La République Centrafricaine est un pays à très faible niveau de développement économique. Il découle de cette situation une pauvreté qui est non seulement répandue, mais également croissante. La détérioration des indicateurs de développement économique et humain observée dans les années 1990⁷ n'est pas sans préjudice sur les acteurs économiques.

L'analyse descriptive des caractéristiques économiques de la population en République centrafricaine a permis de dégager une panoplie qui pourront servir de base pour des mesures de politique économique. L'analyse de ces indicateurs conduit aux résultats ci-après.

6.1 Principaux résultats et implications

- ◆ Un faible accroissement annuel moyen de la population active et une évolution à la baisse du taux spécifique d'activité entre 1988 et 2003. La participation à l'activité économique en 2003 est plus faible qu'en 1988. Cette tendance se confirme lorsque que l'on s'intéresse à l'évolution des groupes de professions. En effet, la proportion des artisans et ouvriers a chuté, passant de 13,3% à 3,7% en quinze ans. Il en est de même des personnes exerçant des activités liées à l'agriculture, l'élevage et pêche, dont le poids est passé de 78,9% à 74,2%. Ceci pourrait entraîner, dans l'hypothèse d'une situation persistante, une baisse du niveau production dans la mesure où l'économie centrafricaine basée sur l'agriculture est intensive en main-d'œuvre.
- ◆ En termes de participation l'activité économique, les taux spécifiques expriment une situation d'équilibre entre les sexes dans les préfectures où l'activité est à dominance agricole et un déséquilibre au profit des hommes dans celles où il existe en plus de l'agriculture l'exploitation minière. Dans toutes les Régions, les professions sont essentiellement liées à l'agriculture.
- ◆ Le chômage dont le niveau se situe presque à 8% pour l'ensemble du pays est un phénomène urbain (15,2% en milieu urbain contre 4,5% en milieu rural) qui touche les hommes en particulier les jeunes. Ce niveau est de 21% à Bangui.
- ◆ 59% de la population qui travaille effectivement n'ont jamais fréquenté un établissement scolaire et bon nombre d'actifs n'ont aucun diplôme. Cette situation plus accentuée en milieu rural, est le reflet du niveau élevé du taux d'analphabétisme et d'une faible accessibilité des structures de formation surtout en milieu rural.
- ◆ Environ 8% des personnes occupées sont des enfants de 6 à 14 ans. Ces enfants qui exercent essentiellement les activités agro-pastorales et, dans une moindre mesure, les activités d'extraction et de commerce, sont en grande partie des filles. Cela constitue un handicap pour la scolarisation des jeunes et pour l'épanouissement des filles en particulier. Ce fait peut également impliquer, si les mesures appropriées ne sont pas prises, la déperdition scolaire surtout en milieu rural où ce phénomène a déjà pris une certaine ampleur, compromettant ainsi le processus de mise en valeur du capital humain.
- ◆ Il ressort de l'analyse que 86 % des travailleurs ruraux sont dans le secteur agricole. Mais il s'agit plus des aides familiaux ou des travailleurs indépendants. En effet, l'emploi salarié, très

⁷ La RCA a connu dans les années 1990 la persistance des diverses crises qui ont durablement secoué son économie et induit la dégradation des conditions de vie de sa population

peu répandu (environ 8% pour l'ensemble du pays), est concentré en milieu urbain et concerne plus les hommes. Cette situation induit un faible transfert de revenu vers les ménages ruraux.

♦ En outre le rapport de féminité des actifs occupés montre que les hommes dominent dans tous les groupes de professions, sauf dans l'agriculture(104 femmes pour 100hommes), le commerce et la restauration(102 femmes pour 100hommes).

♦ La population active est inégalement répartie sur le territoire national. La Région 3 (constituée de l'Ouham et de l'Ouham Pendé) abrite la part la plus importante de la population des actifs, alors que la Région 5 (formée de Bamingui Bangoran, de la Vakaga et de la Haute Kotto) a le poids le plus faible.

♦ La ville de Bangui et, dans une moindre mesure, les préfectures environnantes abrite la proportion la plus importante des inactifs en particulier celles des élèves/étudiants et des retraités.

6.2 Recommandations

Au terme de cette analyse, certaines recommandations sont formulées à l'attention du gouvernement, des acteurs économiques tant nationaux qu'internationaux et également des partenaires au développement.

♦ Pour une meilleure appréhension de la réalité du marché de travail en République centrafricaine, une étude spécifique sur l'emploi s'avère nécessaire ;

♦ Le gouvernement, en collaboration avec les partenaires au développement et les ONGs, devrait mettre l'accent sur l'amélioration de la qualité de la main-d'œuvre à travers la création de structures adéquates de formation. Cette mesure devrait également être axée sur le renforcement des stratégies de l'alphabétisation fonctionnelle destinée aux adultes non instruits;

♦ Par ailleurs, la politique agricole devrait la création des structures d'encadrement technique des paysans et éventuellement de systèmes de crédits agricoles en vue d'améliorer le niveau de production et, par ricochet, celui de revenu de milliers de personnes qui y exercent ;

♦ L'appui des partenaires techniques et financiers devrait contribuer à la valorisation de petit métier (Ouvriers , Artisans et PME);♦ Les pouvoirs publics et les partenaires sociaux en charge des enfants doivent veiller à l'application effective des mesures contre le travail des enfants en vue de réduire la déperdition scolaire et l'entrée précoce des enfants dans la vie active.

CONCLUSION

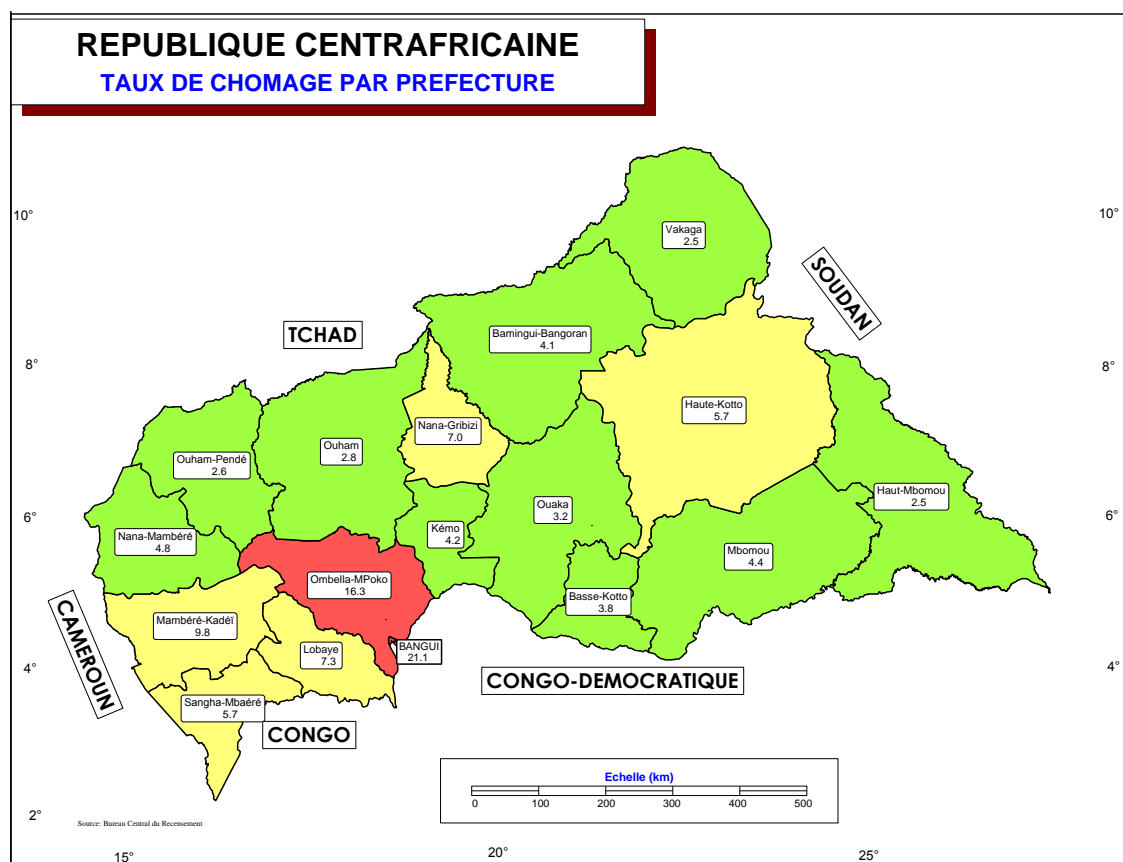
Le Recensement Général de la Population et de l'Habitation de décembre 2003 a été réalisé en Centrafrique par le Ministère de l'Economie, du Plan et de la Coopération Internationale à travers son organe institutionnel qu'est le Bureau Central du Recensement (BCR). Il offre à tous les acteurs économiques, aux diverses organisations/ONGs et aux partenaires au développement l'opportunité de disposer des informations nécessaires sur la base desquelles ils peuvent venir en appui aux programmes du gouvernement. Cette étude qui visait, entre autre, à déterminer les caractéristiques de la population en Centrafrique a fourni à cet effet, quelques indicateurs du niveau de l'activité économique à la fois sur le plan national, régional et préfectoral.

La description qui en a été faite a permis d'évaluer l'évolution de certains indicateurs tels que le niveau d'accroissement annuel de la main-d'œuvre potentielle, le taux de chômage, le niveau du salariat, le niveau d'instruction des actifs. Ceux-ci sont autant des contraintes qui risqueront de peser davantage sur les efforts de l'Etat centrafricain à assurer un développement économique au bénéfice de sa population. Les diverses implications qui sont susceptibles de découler de ces données sont ainsi des points révélateurs de la léthargie dans laquelle plongerait la population centrafricaine dans ce contexte de la lutte contre la pauvreté en l'absence des mesures conséquentes. Ainsi, l'orientation à donner pour induire des mutations socio-économiques devrait reposer sur la définition des mécanismes relatifs à l'amélioration de l'accessibilité de la population aux services socioculturels de base d'une part, et à celle des conditions pouvant faciliter la réalisation des activités génératrices des revenus d'autre part.

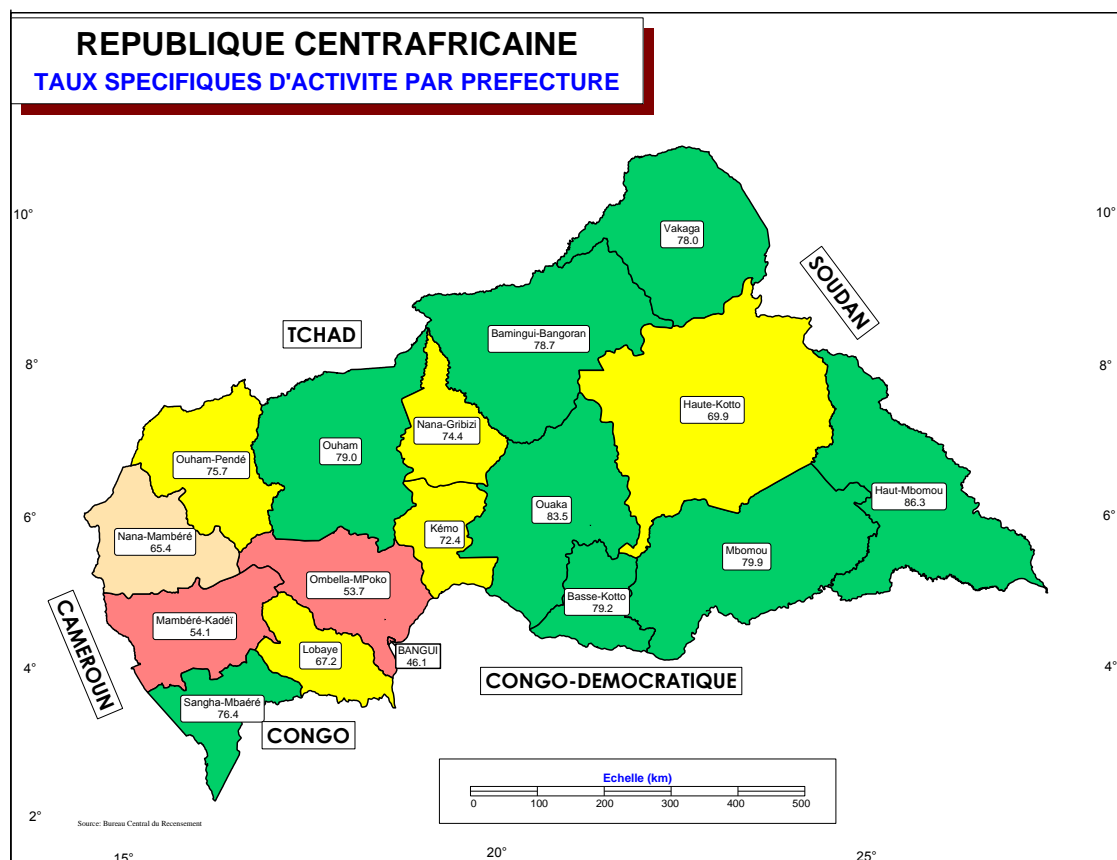
Les caractéristiques économiques de la population centrafricaine telles que mises en évidence par les données du RGPH03 ne permettent pas de faire face aux impératifs d'une économie à moderniser. Par conséquent, il y a lieu de mettre l'accent sur la formation du capital humain, le développement des infrastructures de communication, le développement du secteur privé pour renforcer l'emploi et le salariat.

L'analyse a suggéré par conséquent de voir les différents acteurs et partenaires s'engager une fois de plus, en fonction des impératifs que pose l'économie centrafricaine, dans la voie qui consisterait à opérationnaliser les différentes informations issues de ce recensement. L'option à privilégier dans ce cadre revient à établir, entre autres, un lien entre chaque partenaire et son domaine d'intervention en identifiant les stratégies à mettre en place pour son implication.

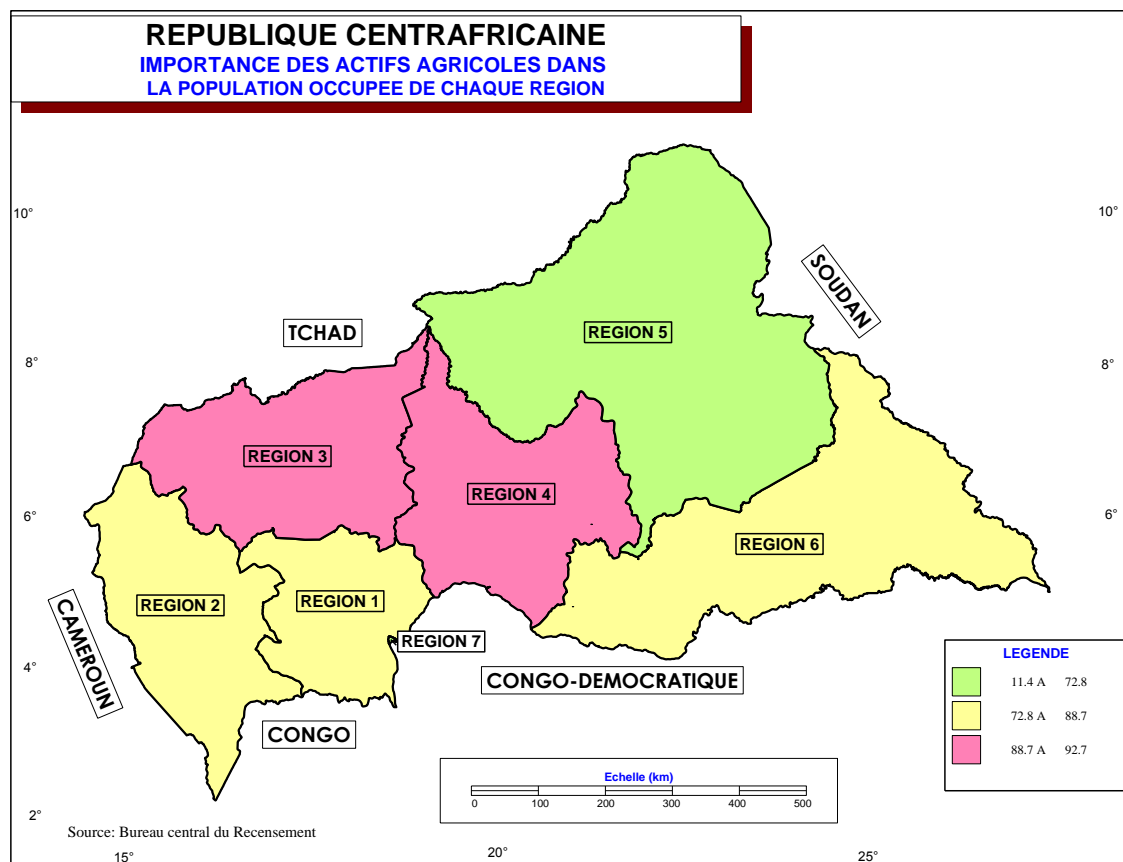
Cartes thématiques



Le niveau du taux de chômage est de plus en plus faible à mesure que l'on va vers le Nord



Les taux spécifiques deviennent de plus en plus élevés à mesure que l'on va d'Ouest en Est.



Les Régions à forte proportion de main-d'œuvre agricole sont situées au Centre-Sud et au Nord-Ouest

Références bibliographiques

Banque mondiale : *Rapport mondial sur le développement humain*, 2003.

Banque mondiale : *Rapport mondial sur le développement humain*, 2001.

Banque Africaine de Développement : *Rapport sur développement en Afrique*, 1995.

BIT : *Travail décent et économie informelle*, CIT, 90^{ie} session, 2002 Rapport VI.

BCR (Bureau Central du Recensement)-*Recensement général de la population de Décembre 1988*, Volume II, Tom 7, juin 1993.

CSLP : *Note sur l'emploi et la pauvreté*, 2004.

Dackam Ngatchou R, 2000 - *Plan d'analyse d'un recensement général de la population*. –Dakar, FNUAP/CST, 7p.

MEPC/GVT (Ministère de l'Economie de Plan et de la Coopération) : *Déclaration préliminaire du gouvernement sur la stratégie de réduction de la pauvreté et les politiques économiques à moyen terme*, Décembre 2000.

PNUD-CSLP : *Profil élaborée sur la base des données des Enquêtes sur les conditions de vie des ménages en milieu urbain (ECVU) et rural (ECVR)*, 2003.

Table des matières

Résumé	Erreur ! Signet non défini.
Liste des tableaux	Erreur ! Signet non défini.
Liste des graphiques	Erreur ! Signet non défini.
Liste des sigles et abréviations	Erreur ! Signet non défini.
INTRODUCTION	1
Chapitre I : Généralités	3
1.1 Objectifs	3
1.1.1 Position du thème par rapport aux objectifs du recensement	3
1.1.2 Objectifs assignés à l'analyse	3
1.2 Intérêts du thème	4
1.2.1 Aide à la décision	4
1.2.2 Gestion des ressources humaines	4
1.3 Contexte national et international	5
1.4 Méthodologie de collecte et d'analyse des données	5
1.4.1 Concepts et définitions	5
1.4.2 Variables d'étude	6
1.4.3 Les niveaux d'analyse	7
1.5 Evaluation de la qualité des données	7
1.5.1 Etat des lieux des données existantes	7
1.5.2 Qualité des données et limites de l'analyse	7
Chapitre II : La population active	9
2.1 Volume et structure de la population active	9
2.1.1 Composition de la population active	9
2.2.1 Volume global et structure par sexe et age	10
2.3 Répartition spatiale de la population active	10
2.3 Participation à l'activité économique	12
2.3.1 Niveau global de la participation à l'activité économique	12
2.3.2 Niveaux régional et préfectoral de la participation à l'activité économique	13
2.3.4 Aspects différentiels de la participation à l'activité économique	14
2.3.4.1 Différence selon le sexe et l'âge	14
2.3.4.2 Différence selon le niveau d'instruction	15
2.3.4.3 Différence selon l'état matrimonial	15
2.4 Mesure des taux de dépendance	16
2.5 Comparaisons intercensitaires des indicateurs des actifs	17
2.4.1 Evolution de la population active	17
2.4.2 Evolution des taux d'activité depuis 1988	17
Chapitre III : Population active occupée	19
3.1 Volume et structure de la population active occupée	19
3.1.1 Structure par sexe et par âge	19
3.1.2 Répartition spatiale de la population occupée	20
3.2 Caractéristiques économiques des actifs occupés	21
3.2.1 Etude des groupes professionnels	21
3.2.1.1 Situation d'ensemble	21
3.2.1.2 Variation régionale	22

3.2.1.3 Evolution des professions autres que militaires depuis 1988.....	23
3.2.2 Etude des branches d'activité	24
3.2.2.1 Situation d'ensemble selon les branches d'activités	24
3.2.2.2 Branche d'activité selon les régions	25
3.2.3 Etude du statut dans la profession	26
3.2.3.1 Situation d'ensemble	26
3.2.3.2 Variation du statut dans la profession selon les branches d'activité	28
3.3 Occupation des enfants non-scolarisés et déscolarisés.....	28
3.4 Quelques caractéristiques démographiques de la population active occupée.....	29
3.4.1 Niveau d'instruction des actifs occupés	29
3.4.2 Le diplôme obtenu	30
3.4.3 La situation matrimoniale	31
Chapitre IV La population au chômage.....	32
4.1 Composantes de la population au chômage.....	32
4.2 Les différents niveaux du chômage	32
4.2.1 Niveau national.....	32
4.2.2 Variation du niveau de chômage selon l'âge et le sexe	33
4.2.3 Variation régionale du niveau de chômage	34
4.3 Caractéristiques économiques des chômeurs ayant déjà travaillé.....	34
4.3.1 Profession des chômeurs ayant déjà travaillé	35
4.3.2 Branche d'activité des chômeurs ayant déjà travaillé	35
4.4 Quelques caractéristiques démographiques des actifs au chômage.....	36
4.4.1 Niveau d'instruction	36
4.4.2 Diplôme obtenu	37
4.4.3 La situation matrimoniale	38
Chapitre V : Population inactive	39
5.1 Volume et structure de la population inactive	39
5.2 Répartition spatiale de la population inactive.....	39
5.3 Caractéristiques démographiques de la population inactive.....	40
5.3.1 Caractéristiques socio-démographiques des étudiants et élèves.....	40
5.3.1.1 Structure par sexe et par âge	40
5.3.1.2 Etat matrimonial	41
5.3.2 Caractéristiques démographiques des femmes au foyer.....	41
5.3.2.1 Structure selon le groupe âge et le milieu de résidence	41
5.3.2.2 Niveau d'instruction.....	42
5.3.3 Caractéristiques socio-démographiques des retraités	43
5.3.3.1 Structure par groupe d'âge	43
5.3.3.2 Structure selon l'Etat matrimonial	43
Chapitre VI : Implications sociales des résultats et recommandations.....	44
6.1 Principaux résultats et implications	44
6.2 Recommandations	45
CONCLUSION.....	45
Cartes thématiques	47
Références bibliographiques	50